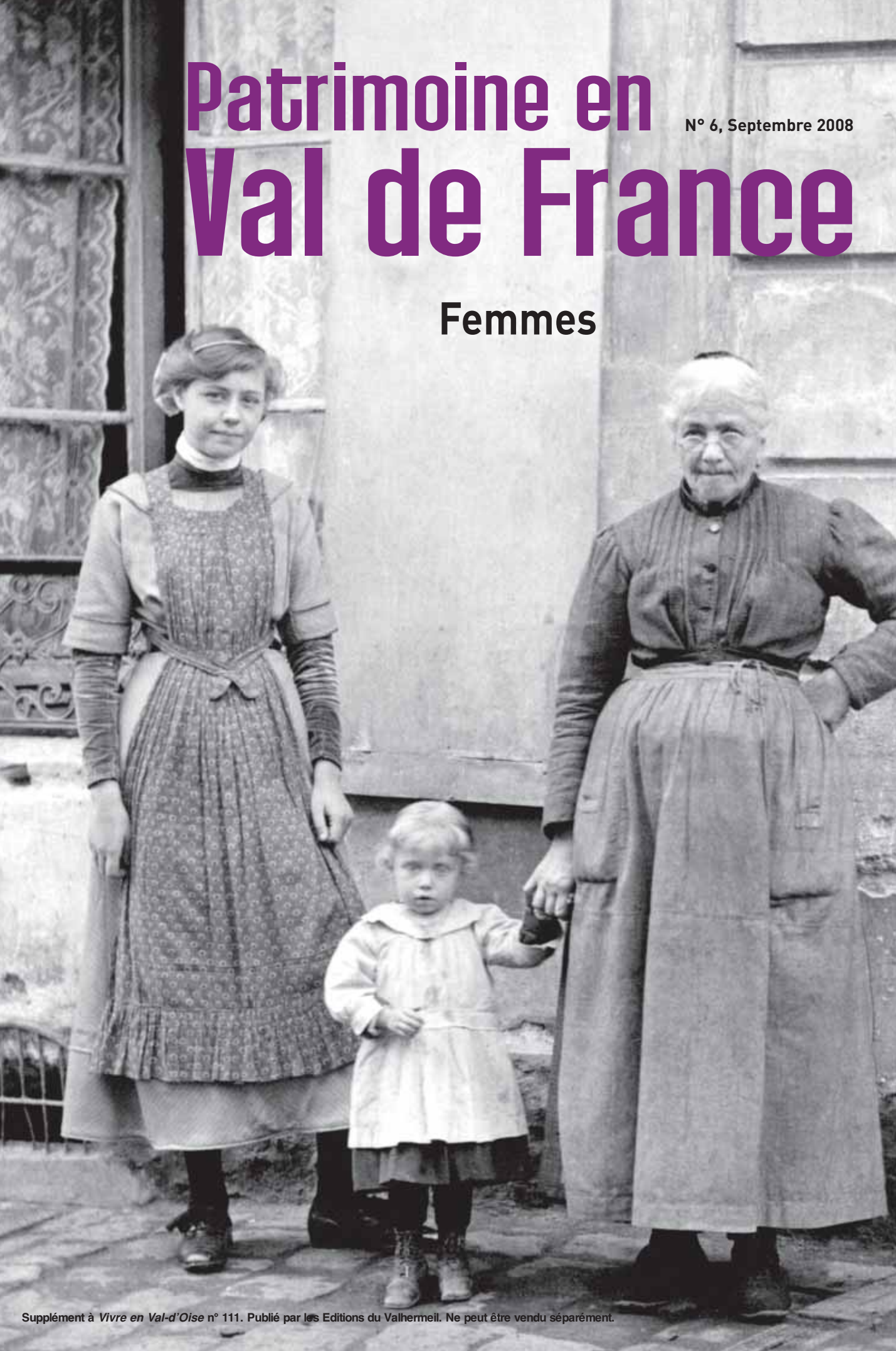


Patrimoine en Val de France

N° 6, Septembre 2008

Femmes



Val de France

Villiers-le-Bel

**Arnouville-
lès-Gonesse**

Sarcelles

**Garges-
lès-Gonesse**



Préface

Pour ce sixième numéro de la revue *Patrimoine en Val de France*, la Mission Mémoires et Identités (MMIV) a tourné son regard du côté des femmes.

Les articles proposés s'inscrivent dans des temps différents et, si certains renvoient à un XIX^e siècle révolu, d'autres sont tout à fait d'actualité. L'ensemble des thèmes qu'ils abordent, sans prétendre les épuiser, offre une gamme de problématiques fort intéressantes concernant les femmes : leur condition, leur place, leurs métiers, leurs rôles, leurs difficultés, mais aussi leurs réussites...

Ce numéro nous fait découvrir la biographie de femmes qui, ayant vécu dans les villes de Val de France, y ont reçu un hommage public : une rareté qui mérite d'être signalée tant les patronymes féminins sont peu utilisés pour la dénomination des rues, édifices ou autres lieux. Remercions ici la MMIV pour cette initiative qui nous permet de retrouver Jeanne Carnajac à Garges-lès-Gonesse, Anna Fabre à Arnouville-lès-Gonesse, Marie Laurent à Villiers-le-Bel et Alicia Warnier à Sarcelles.

Remercions aussi tous ces auteurs qui ont traité leurs sujets, souvent délicats, avec pertinence et avec le souci de les présenter dans leurs rapports à la vie sociétale des époques concernées.

Nous vous convions donc à partager toutes ces histoires de femmes dont vous pourrez constater qu'à maints égards, ce sont aussi des histoires d'hommes.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Didier Vaillant

Président de la Communauté d'agglomération
Val de France

Maurice Bonnard

Vice-Président de Val de France
chargé de la Culture et du Patrimoine

S O M M A I R E

- 1 Préface**
Didier Vaillant
Maurice Bonnard

- 3 Editorial**
Catherine Roth

- 4 Pensionnats
de jeunes filles**
Maurice Bonnard

- 8 Mel Bonis,
femme compositeur**
Christine Géliot

- 11 Aux temps des
lavandières**
Etienne Quentin

- 14 Des métiers bons
pour elles ?**
Béatrice Cabedoce

- 18 A nouvel urbanisme,
autre vie de femme ?**
Catherine Roth

- 21 La féminisation
du monde associatif**
Pierre-Jacques Derainne

- 24 De l'ailleurs à l'ici,
parcours de femmes**
Jean-Claude Mas
et Aïcha Sissoko

- 28 Amour... toujours ?**
Dominique Renaux



- 32 Fiche pédagogique :
Femmes à l'honneur**

- 34 Fiche pédagogique :
Femmes dans la seconde
guerre mondiale**
Jean-Jacques Vidal

- 36 Fiche pédagogique :
Des droits pour toutes**

- 38 Autres regards**

- 40 Pour en savoir plus**

- 41 CHANTIERS
DU PATRIMOINE**

- 42 Le tissu de la mémoire
habille La Muette**

- 43 Historiens en herbe**

- 44 Laboratoire de talents**

- 45 L'histoire par les lieux**

- 46 En bref**

- 48 L'invité : Génériques**

Directrice de la publication : Marthe Meneghetti-Défossez. **Rédactrice en chef :** Catherine Roth. **Rédacteur en chef adjoint :** Joël Godard. **Rédaction :** Maurice Bonnard, Béatrice Cabedoce, Pierre-Jacques Derainne, Christine Géliot, Sophie Jobez, Jean-Claude Mas, Claire Morère, Etienne Quentin, Dominique Renaux, Catherine Roth, Aïcha Sissoko, Jean-Jacques Vidal. **Maquette et mise en pages :** Abdel Grich. **Photogravure :** Aurélie Petitjean. **Préresse :** Conseil Graphique — Editions du Valhermeil. **Impression :** Corlet S.A. **Routage :** GIS.

Crédit photographique et illustrations :

Archives départementales du Val d'Oise : p.15 gauche [17Fi 28]. Collection ARPE © Catherine Brossais/Conseil général du Val d'Oise : p.17 droite. Association Animation Dame Blanche : p.22 gauche, p.22 droite haut. Michel Bianchini : p. 41 a, p.41 d, p.41 e. Collectif Fusion : p.28 bas, p.29, p.30, p.31 haut, p.46 droit. Collège Léon Blum : p.44. Coordination française de la Marche mondiale des femmes : p.36, p.37 gauche. Coll. Part. Maurice Bonnard : couverture, p.4, p.5, p.6, p.7, p.11 bas, p.12 haut, p.12 milieu, p.14 haut, p.14 bas droite, p.16 bas, p.21 haut, p.28 haut, p.33 bas, p.35. Monique Cabasso : p.38 bas gauche. EMAP Garges : p.38 haut, p.38 bas droite, p.39 gauche. FNACA : p.22 bas. Studio Garvin : p.16 haut. Coll. Part. Christine Géliot : p.8, p.9, p.10. Génériques : p.48. Chantal Gourinel : p.37 droit. Violaine Hannon : p.41 b. Hôpital Charles Richet : p.16. I.G.N. : 2ème de couv. Coll. Part. DR : p.15 droite. Oasis Relais Femmes : p.23 haut. Coll. Part. Etienne Quentin : p.11 haut, p.12 bas, p.13, p.14 bas gauche, p.33 haut, p.34, p.45 c. Lucie Limont : p.39 droite. Virginie Loisel : p.47 gauche. Béatrice Métivier : p.21 bas. Jean Sandron : p.31 bas. Danièle Taulin-Hommell © : p.24, p.25, p.26, p.27. Marc Valantin : p.41 haut gauche, p.42. Jacques Windenberger / Ville de Sarcelles : p.18, p.19, p.20. Sarcelles et son histoire : p.45 a, p.45 b, p.45 d. Ville de Garges : p.23 bas, p.32. Ville de Sarcelles : p.46 gauche. Tous droits réservés.

Editorial

Ces ouvrières à domicile cousant sur le pas de leur porte à Villiers-le-Bel, au début du xx^e siècle, menaient une existence bien différente des femmes bourgeoises vivant quelques rues plus loin, dans de belles villas entretenues par de nombreux domestiques. Pourtant, les unes et les autres étaient assignées à un horizon borné par des spécificités féminines.

Autour de la différence biologique qu'est la maternité, se sont construites des représentations du féminin si profondément enracinées dans notre société qu'elles ont pu passer pour des qualités «naturelles». Ainsi les femmes ont-elles pu être longtemps tenues à l'écart du monde politique, économique, scientifique, artistique ou sportif, et enfermées dans le cadre étroit des seules fonctions domestiques et familiales.



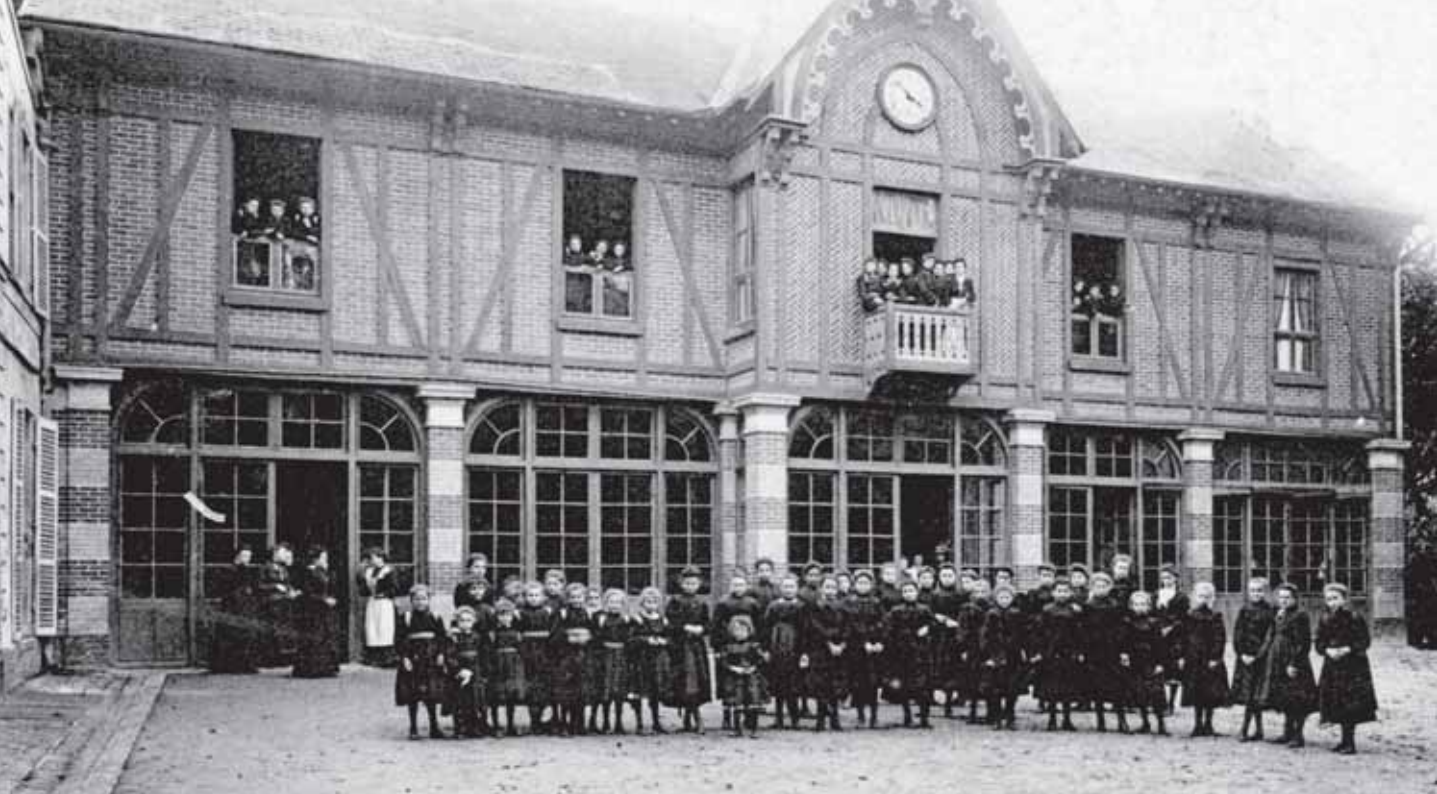
Il est loin le temps où la loi affirmait l'incapacité civile de la femme mariée (1804) ou autorisait les femmes à porter un pantalon à condition qu'elles circulent à cheval ou à vélo (1892). De nombreux droits ont été conquis, tout particulièrement pendant la deuxième moitié du xx^e siècle, même si, en bien des domaines, notre société continue à

penser différemment le féminin, voire à le discriminer.

Se pencher sur l'histoire des femmes, c'est non seulement découvrir l'évolution de leur condition, mais également réévaluer le rôle qu'elles ont joué dans l'Histoire, même lorsqu'elles vivaient dans l'ombre des hommes. C'est aussi, tout simplement, retracer la vie de celles qui représentent, aujourd'hui comme hier, la moitié de la population du territoire de Val de France.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Pensionnats de jeunes filles

Les jeunes filles ne bénéficiaient pas de la même instruction que les jeunes gens au XIX^e siècle. Les institutions privées, comme celles de Villiers-le-Bel, les préparaient avant tout à devenir de bonnes mères et des catholiques pratiquantes.

Au milieu du XIX^e siècle, Villiers-le-Bel comptait cinq écoles privées, trois pour les garçons et jeunes gens, deux pour les filles et demoiselles, accueillant au total plus de 700 élèves, pour la plupart issus de familles parisiennes, donc logés et nourris sur place contre le paiement d'une pension.

Le bon air de Villiers-le-Bel

L'instruction publique étant encore balbutiante, les institutions privées sont nombreuses dans la capitale, mais aussi dans la banlieue parisienne, surtout dans les bourgs campagnards comme Villiers-le-Bel, «un pays des plus salubres et dont l'air est journallement conseillé par les médecins», selon les termes d'une publicité d'un pensionnat. «Dortoirs aérés», «grand parc», les textes de ces documents destinés à appâter les familles bourgeoises parisiennes rivalisent de descriptions mettant en avant les bienfaits de Villiers-le-Bel pour la santé de leur progéniture.

La desserte de la commune constitue un autre argument de choix. Un service de diligence, partant de la rue d'Enghien à Paris, permet de rejoindre en deux heures et de manière directe les pensionnats beauvillérois. La création d'une gare, en 1859, renforce l'at-

tractivité des institutions de M^{mes} Couderc et Portret, un troisième pensionnat de jeunes filles ouvre même ses portes, connaissant toutefois une existence éphémère. Le nombre de filles et demoiselles pensionnaires à Villiers-le-Bel passe de 240, en 1856, à plus de 300, en 1866. Pour soutenir ces institutions qui constituent le pilier de l'économie de ce



Carte postale publicitaire, vers 1900. A noter la représentation du tramway, mettant en exergue la bonne desserte du pensionnat.

bourg comptant à peine plus de 1300 habitants, le Conseil Municipal met en place en 1878 un tramway à vapeur qui relie la gare au village.

D'une maison à l'autre

L'accueil des pensionnaires ne se limite pas aux seules périodes scolaires, les filles et demoiselles peuvent rester du premier au dernier jour de l'an dans les institutions beauvillésoises. Ce service ne manque pas d'intéresser les familles bourgeoises, qui jonglent entre mondanités et voyages, et qui sont habituées à déléguer le soin et l'éducation de leurs enfants à des nurses, préceptrices ou domestiques. Le personnel des pensionnats peut se charger de l'ensemble de l'éducation des filles, sous l'œil vigilant de la maîtresse de maison, offrant sa « sollicitude maternelle » et s'occupant de « tous les détails de la propreté et de la toilette ».

Les institutions se chargent aussi de conduire et reprendre les élèves à la gare du Nord, à Paris; on peut même y régler le montant de la pension. Avant l'ouverture de la ligne de chemin de fer, les parents étaient assurés que leur fille ne ferait pas de mauvaise rencontre une fois confiée au conducteur de la diligence, rue d'Enghien. D'une maison à l'autre, les pensionnaires peuvent être maintenues à l'abri de tout contact avec le monde extérieur, à la plus grande satisfaction des familles.

Quelques externes fréquentent ces institutions. Des notables de la commune, notaires, médecins ou commerçants, y inscrivent en effet leurs filles, préférant s'acquitter des frais de l'enseignement privé plutôt que de les voir fréquenter l'école primaire communale, ou désirant leur offrir une éducation complémentaire à l'enseignement primaire, difficile à trouver en dehors des quelques lycées parisiens accueillant des jeunes filles.

Arts d'agrément et travaux d'aiguille

L'offre d'enseignement des pensionnats de garçons beauvillésois couvre un large ensemble de formations et de diplômes : instruction primaire, instruction secondaire et école de commerce. Il n'en est pas de même pour les institutions de filles. Certes, les prospectus évoquent la préparation à des examens, mais les mentions restent vagues. Les pensionnats de jeunes filles ne comptent pas, ou peu, de professeurs à temps plein, en



Travaux d'aiguille au pensionnat de M^{lle} Hacquart, vers 1900.

revanche ils emploient un nombre important de sous-maîtresses : il s'agit de jeunes femmes recrutées pour surveiller les dortoirs et remplacer la maîtresse d'étude, sans pour autant détenir obligatoirement un quelconque brevet de capacité.

Les dépliants publicitaires sont plus prolixes sur l'enseignement des « arts d'agrément ». Ainsi l'institution Couderc vante ses cours de piano et de chant, « sous la direction d'un professeur du Conservatoire » et les nombreuses « salles de musique ». La pension de M^{lle} Grimaud, qui succède à M^{me} Portret, n'est pas en reste, puisque trois « maîtresses de piano » y enseignent en 1866. Leçons de chant, de piano, mais aussi de dessin et de couture, complétées de l'apprentissage de langues étrangères, préparent les jeunes filles à jouer leur rôle de mère, d'épouse et de maîtresse de maison, ainsi qu'à tenir leur rang dans les salons de la bourgeoisie. L'exercice d'un métier n'est pas envisagé, l'une des rares activités acceptées socialement pour les femmes, du moins pour les moins aisées, est l'enseignement, en tant que maîtresse d'étude, préceptrice ou institutrice, autant de professions considérées comme le prolongement de la fonction maternelle.



Moment de détente au pensionnat de M^{lle} Hacquart, vers 1900.

Repères historiques sur l'instruction publique au féminin

1808 : Interdiction aux lycées nouvellement créés d'accueillir des filles.

1836 : Création de l'enseignement primaire féminin public.

1838 : Ouverture de la première école normale de jeunes filles.

1850 : Loi prévoyant la création d'écoles primaires de filles dans les communes de plus de 800 habitants.

1861 : Première bachelière (en candidate libre).

1862 : Création de la première école professionnelle féminine publique laïque.

1867 : Loi instaurant des cours secondaires féminins publics et l'obligation de créer une école primaire de filles dans toutes les communes de plus de 500 habitants.

1880 : Loi créant des collèges et lycées pour les filles, mais sans préparation au baccalauréat.

1881-1882 : Lois Jules Ferry instituant l'enseignement primaire obligatoire pour les filles comme pour les garçons.

1884 : Les femmes sont autorisées à entrer dans les services de l'Etat comme dactylographes.

1919 : Création du baccalauréat féminin.

1924 : Unification des programmes scolaires et des baccalauréats pour les filles et les garçons.

1975 : Obligation de mixité dans les établissements primaires et secondaires publics.

De bonnes catholiques

Plus importante encore que les arts d'agrément, est l'éducation religieuse. Depuis le début du XIX^e siècle, l'Eglise catholique conduit une politique de re-christianisation de la société française, et le clergé compte avant tout sur les femmes pour transmettre la foi et assurer l'éducation chrétienne des générations à venir. L'Etat conforte ce point de vue, et les lois scolaires de 1833 et 1850 affichent la nécessité « d'une instruction morale et religieuse ». « Faites-en de bonnes mères de famille catholiques, je ne veux pas de bas bleus », déclare Napoléon 1^{er} aux responsables de la Maison d'éducation de la Légion d'honneur d'Ecouen, créée en 1805 pour les orphelins des officiers les plus méritants.

Les directrices des pensionnats de Villiers-le-Bel suivent ces directives à la lettre. L'instruction morale et religieuse qu'elles proposent va de pair avec une pratique culturelle régulière en l'église paroissiale Saint-Didier, dans laquelle chaque pensionnat dispose d'un espace réservé. Mieux, les demoiselles de l'institution Couderc, contiguë à l'église, peuvent se rendre directement aux offices, sans passer par la rue, grâce à la porte de communication reliant l'église au jardin du pensionnat. Cette attention portée à la religion est partagée par l'école de filles communale, à l'intention de laquelle est même créée une chapelle de la Sainte Vierge au sein de l'église, en 1852.

Vers un enseignement laïque

Il faut attendre la loi Ferry de 1882 pour que toute instruction religieuse soit bannie des écoles publiques. Un jour par semaine de vacation est instauré outre le dimanche, pour que les parents puissent s'ils le désirent faire instruire religieusement leurs enfants. Cette mesure ne concernant pas les écoles libres, d'aucunes y ont vu la possibilité, en ouvrant plus largement l'externat et la demi-pension, de recruter les filles dont les parents, y compris de la localité ou des localités voisines, n'étaient pas en accord avec la laïcisation des écoles publiques.

Ainsi M^{lle} Pinard rappelle dans un document destiné aux parents intéressés qu'elle « considère les principes religieux comme la base d'une bonne éducation » et signale que le programme des enseignements offerts par son institution pour filles, créée en 1879, intègre « l'instruction religieuse et l'Histoire

Paris et issues de familles modestes de Villiers-le-Bel. Elle doit fermer son établissement en 1903, dans le contexte des lois anti-congréganistes, malgré un Conseil Municipal favorable au maintien de l'enseignement des religieuses. A cette date, 13 filles de Villiers-le-Bel fréquentaient l'externat, alors que 19 places étaient vacantes à l'école publique de filles. Inutile de préciser que dans cette institution, l'éducation religieuse tenait une place importante.

Dernier pensionnat

L'occupation prussienne de 1870-1871 a éprouvé les pensionnats beauvillérois. Les opportunités offertes par d'autres villes de la région nouvellement desservies depuis Paris par le chemin de fer leur font de la concurrence. A la veille de la Première Guerre mondiale, il ne reste plus qu'une institution de jeunes filles, l'ancienne pension de M^{me} Couderc, à laquelle a



sainte ». Ce choix ne lui permet pas d'accueillir bien au-delà d'une dizaine d'internes et finalement, elle ferme son établissement en 1900 ; l'exiguïté des locaux et les tarifs pratiqués ne sont peut-être pas étrangers à cette décision.

La congrégation des Sœurs de Sainte Marie a repris le pensionnat de M^{lle} Grimaud sous le nom d'institution Notre Dame en 1887, accueillant à la fois des filles aisées venant de



▲ Elèves de l'institution de M^{lle} Dayraud, 1934.

➤ Départ pour les examens d'élèves du pensionnat de M^{lle} Hacquart, vers 1900.

succédé M^{lle} Hacquart, puis M^{lle} Dayraud. L'enseignement religieux n'est plus aussi prégnant, un cours de sténodactylographie a été introduit, l'institution reste toutefois axée sur ce qui a fait son succès auprès des familles parisiennes de la bourgeoisie au XIX^e siècle, l'éducation morale et l'enseignement des arts d'agrément. Un programme auquel le développement de l'instruction secondaire public pour les filles fait désormais de l'ombre.

Maurice Bonnard

Villiers-le-Bel

Mel Bonis, femme compositeur

Parmi les préjugés sur la «nature féminine» au XIX^e siècle, l'incapacité à exercer des talents intellectuels ou artistiques tenait une bonne place. Des femmes ont cependant bravé ces conceptions sexistes. Itinéraire d'une d'entre elles, Mel Bonis, tiraillée entre son désir de musique et ses devoirs de femme de la bourgeoisie.

Mel Bonis est compositrice de musique classique au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, «femme compositeur», comme on disait à l'époque. Il est alors communément établi qu'une femme ne peut avoir la force d'inspiration d'un homme ; tout au plus lui concède-t-on de pouvoir interpréter la musique. Les compositeurs appréciés sont tous des hommes. Voilà pourquoi Mélanie Bonis choisit le pseudonyme de Mel Bonis.

Le temps du Conservatoire

Mélanie naît à Paris en 1858, dans une famille de la petite bourgeoisie. Rien ne la prédispose à l'étude de la musique, mais il y a un mauvais piano dans le modeste appartement familial. Elle le découvre et se passionne pour cet instrument, sans recevoir aucun enseignement musical. Un ami de ses parents, professeur de cornet au Conservatoire, touché par sa passion et ses dons pour la musique, insiste jusqu'à ce que ses parents cèdent et lui offrent des leçons de piano. Ses progrès sont foudroyants et elle est bientôt présentée au grand maître César Franck qui s'intéresse à

elle et la fait entrer au Conservatoire dans les classes d'écriture. Elle obtient un premier prix d'harmonie et suit avec d'excellents résultats les classes de composition, sur les mêmes bancs que Claude Debussy.

Elle noue une idylle avec le jeune chanteur Amédée Hettich, et, malheureusement, ses parents l'obligent à quitter le Conservatoire : pour eux, les talents musicaux d'une jeune fille n'ont pas d'autre but que celui d'attirer un mari à leur convenance, un homme riche, surtout pas un musicien.

Mariage dans la grande bourgeoisie

C'est ainsi que l'on marie Mélanie en 1883 avec Albert Domange, riche industriel qui fait fortune dans l'industrie du cuir, de vingt-trois ans son aîné, deux fois veuf et père de cinq garçons âgés de 3 à 17 ans. La famille mène grand train avec douze domestiques et trois propriétés : un immense hôtel particulier rue de Monceau à Paris, une villa de vacances à Etretat, et enfin une somptueuse maison de campagne à Sarcelles.



▲ Mel Bonis et ses enfants, 1894.

◀ Portrait de Mel Bonis à 17 ans, par le peintre Charles Corbineau.



▲ Mel Bonis, vers 1900.

Le mari de Mel Bonis ne manifeste pas plus d'intérêt pour la musique que ses parents. Gestion de la maison, voyages, théâtres, concerts et mondanités diverses, devoirs d'épouse, devoirs de mère, la nouvelle vie de Mélanie est très chargée. Malgré le grand piano à queue qui trône dans le salon de la rue de Monceau, la compositrice semble reléguée au second plan derrière la femme du monde.

Réunions familiales à Sarcelles

La propriété d'Albert Domange à Sarcelles était située au cœur de l'actuel «Sarcelles Village» ; l'on voit encore l'emplacement de l'entrée place de la Libération. La maison surplombait un immense terrain en pente en bas duquel se trouvait un étang ; il y avait un tennis et une grande serre. Cette bâtisse était suffisamment vaste pour loger la grande famille. Celle-ci ne cesse de s'agrandir : Albert Domange et Mel Bonis ont bientôt trois enfants et les garçons des premiers lits d'Albert Domange deviennent pères à leur tour. Tout ce monde reste en liens étroits et aime à se retrouver à Sarcelles. Là, Mel Bonis, maîtresse de maison rassembleuse, organise régulièrement de grands déjeuners qui devinrent une tradition appelée «les Petits Samedis».

Catholique très pieuse, elle assiste à la messe au moins tous les dimanches. Comme on sait son penchant particulier pour l'orgue, instrument qui, dit-elle, donne plus que tout autre la dimension mystique de la musique, on peut logiquement supposer qu'elle tient l'orgue de l'église de Sarcelles quand elle y séjourne. Elle a pu participer à l'inauguration de l'orgue Cavaillé-Coll en 1889, et, qui sait, contribuer à son acquisition ; il est en effet d'usage que les personnes fortunées participent aux souscriptions lancées pour de tels projets, y compris les propriétaires de résidences secondaires.

Retour à la création musicale

En 1891, Mel Bonis reçoit le premier prix d'un concours de valse organisé par la revue *Piano soleil* pour sa valse *Les Gitanos*. La publication du résultat, sous le nom de «M. Mel Bonis de Sarcelles», permet de ne pas nuire à la réputation de femme du monde de Madame Domange de Paris... Ce succès l'encourage et peu à peu, elle publie un certain nombre de pièces pour piano aux Editions Leduc à Paris. Elle a retrouvé son premier



Dans le salon de l'hôtel particulier de la rue de Monceau, 1909. Mel Bonis est au piano.

amour, Hettich, avec lequel elle fait différents travaux musicaux. C'est lui qui lui redonne la motivation et qui la réintroduit dans le milieu musical.

Elle fait preuve d'une grande force de travail pour assurer à la fois sa production musicale, la promotion de son œuvre, le quotidien de la famille Domange et l'intendance des événements familiaux — baptêmes, mariages ou remises de décoration... A la toute fin du siècle, survient le drame de sa vie : elle met au monde, dans le secret absolu, une petite fille issue de ses amours avec Hettich. Gravement choquée, elle doit sa survie à la religion et à la musique.

De la notoriété malgré tout

C'est dans l'incompréhension la plus totale de son entourage qu'elle accomplit sa vocation de musicienne, écrivant malgré tout plus de trois cents pièces, piano, orgue, musique de chambre, orchestre, mélodies, chœurs. Les deux tiers de l'œuvre sont publiés chez les grands éditeurs parisiens. Dans la veine post-

Anciennes partitions de pièces composées par Mel Bonis.





romantique, c'est une œuvre variée et originale, foisonnante d'inspiration, richement harmonisée avec une intéressante recherche rythmique, une musique qui reflète la grande sensibilité et l'imagination créatrice de son auteur.

Entre 1900 et 1910, Mel Bonis connaît une certaine notoriété dans le milieu musical parisien : elle gagne deux concours de la Société des Compositeurs, sa musique est jouée dans le cadre de la Société Nationale de musique et, fait unique pour une femme, elle devient secrétaire de la Société des Compositeurs. Elle est jouée dans des salons, aux Concerts du Conservatoire, au Châtelet. Les musiciens éminents de son temps parlent de sa musique avec respect et admiration : «Je n'aurais jamais cru qu'une femme fût capable d'écrire cela», dit le grand Camille Saint-Saëns en parlant de son premier quatuor, «elle connaît toutes les ficelles du métier».

De plus en plus sarcelloise

Pendant la guerre de 14-18, la famille Domange, fuyant Paris, vit plus particulière-

ment à Sarcelles. Les femmes s'y retrouvent avec les enfants et les hommes y séjournent en permission. La fille secrète de Mélanie, Madeleine, qui était élevée par une ancienne femme de chambre, perd sa mère adoptive en 1914, et on accueille de plus en plus souvent à Sarcelles cette orpheline que Mel Bonis a prise en charge.

Albert Domange meurt en 1918 et lègue sa propriété de Sarcelles à sa fille. Mel Bonis, très attachée à Sarcelles, y achète pour elle-même une maison plus à sa mesure, «le Béguinage», rue Victor Hugo. En 1923, sa fille Madeleine s'établit aussi dans la commune. La famille a donc désormais trois maisons à Sarcelles. Mel Bonis s'y installe à temps plein dans la dernière tranche de sa vie. Physiquement et moralement très affaiblie, elle continue toutefois à écrire de la musique, surtout de la musique religieuse. Elle meurt le 18 mars 1937, entourée des siens, dans sa maison de Sarcelles.

Christine Géliot

Association «Mel Bonis»



La première maison de Mel Bonis à Sarcelles, vers 1922. Des rencontres familiales s'y organisent, ponctuées d'amusements comme le «véhicule bizarre». Mel Bonis est au piano.

Une nouvelle reconnaissance

L'œuvre de Mel Bonis a sommeillé et ce n'est que depuis une dizaine d'années que l'association «Mel Bonis» a entrepris de la faire connaître. Aujourd'hui, Mel Bonis est enfin jouée et entendue à travers le monde. En 2007, à l'occasion du 70^e anniversaire de sa mort, un hommage lui a été rendu à Sarcelles, sous la forme de concerts, d'une conférence et d'une exposition, organisés par l'association «Mel Bonis», l'association «Sarcelles et son histoire», le festival *Femmes en Voix*, les professeurs et élèves des conservatoires de musique des quatre villes de Val de France et la Communauté d'agglomération Val de France. Depuis le 30 juin 2008, l'espace Musique de la bibliothèque intercommunale de Sarcelles porte officiellement le nom de Mel Bonis.

Derniers CD parus : • *L'Ange Gardien*, pièces pour piano de Mel Bonis, Ligia digital ; • *Piano quartets*, deux quatuors et trio de Mel Bonis, MDG Production, Allemagne.



Aux temps des lavandières

Au bord des rivières et des lavoirs, elles battaient, frottaient, rinçaient... et bavardaient. Le labeur des laveuses à Sarcelles témoigne du quotidien des femmes de milieu modeste au XIX^e siècle, soumises à de dures journées de travail et privées de véritables lieux de sociabilité.

Exception faite de quelques lavandiers chargés chez les aristocrates de faire blanchir les effets fins, le lavage du linge a toujours été le domaine des femmes. Qu'on les appelle laveuses, lavandières ou blanchisseuses, leur travail était le même. Œuvrant dans des lieux humides et souvent insalubres, exposées aux courants d'air, les femmes se devaient d'être solides, au plein sens du mot.

Petites et grandes lessives

Il y avait deux sortes de lessives au XIX^e siècle : l'une, effectuée toutes les semaines, était consacrée au linge courant et au linge de corps, tandis que l'autre était réservée, une ou deux fois par an, au gros linge, draps, torchons et vêtements de travail. Le trousseau des jeunes filles permettait de remplir les armoires d'une quantité de linge de maison suffisante pour les besoins des maisonnières entre deux grandes lessives.

Le linge était d'abord trié et mis à tremper dans de l'eau froide, puis essangé, c'est-à-dire décrassé. L'opération de lavage proprement dite s'effectuait dans un cuvier, sorte de tonneau scié en deux, couvert d'une grosse toile sur laquelle les laveuses déposaient une bonne couche de cendres de bois ; le tout était arrosé copieusement d'eau bouillante qui, chargée de la cendre, traversait lentement le linge et le nettoyait, avant de s'écouler. Enfin c'était le départ, avec la brouette chargée au maximum, pour un lavage final et le grand rinçage directement

dans la rivière du Rosne, ou à la fontaine des Sœurs, située place des Marais.

Des lavoirs pour une meilleure hygiène

Dans les premières années du XIX^e siècle, les Sarcellois se plaignirent de la saleté de leur eau de consommation qu'ils puisaient à la même fontaine, dénonçant les méfaits des débris de cendre provenant des lessives. Il s'ensuivit de nombreuses altercations que le « fermier des rivières et des fontaines » était obligé de régler. Une vingtaine d'années plus tard, les contestations se feront plus importantes, après les épidémies cholériques qui sévirent en 1832 dans notre région ; les recherches mettront à jour la transmission du bacille du choléra par l'eau.

Dans une cour de Villiers-le-Bel, 1914.





Arrivée des laveuses avec leur brouette au lavoir de Saint-Brice, vers 1900.



Laveuses au bord du Croult à Garges, vers 1900. Celle au premier plan est agenouillée sur une boîte à laver.



Lavoir d'été au bord du Rosne, années 1940.

Pour résoudre ces problèmes de salubrité et d'hygiène, la construction de lavoirs publics s'imposa, à Sarcelles comme dans de nombreuses communes françaises. Le fermier des rivières et des fontaines se transforma en «fermier des lavoirs». A partir de 1819, sa charge fut adjugée par enchères pour une période de neuf ans, et avec un bail détaillant avec précision les diverses obligations de nettoyage et d'entretien.

Des équipements facilitant le travail

Le grand lavoir public, situé place des Marais, était un bassin aménagé avec des plans de travail. Un système de vannes permettait de procéder au nettoyage de l'installation et au renouvellement de l'eau. Il ne suffisait pas à garantir une eau propre et il arrivait que le linge soit souillé par de la glaise provenant des briqueteries situées en amont. Le toit surplombant le bassin n'offrait qu'une protection relative contre les intempéries. A quelques dizaines de mètres de là, au bord d'un petit ruisseau venant se jeter dans le Rosne, un second lavoir communal offrait plus de confort, avec ses trois murs latéraux, mais sa petite taille ne lui permettait d'accueillir que deux laveuses à la fois.

Les «lavoirs d'été», créés par des particuliers le long du Rosne, étaient de simples appentis sous lesquels des tonneaux étaient enfouis dans la berge; les laveuses s'y installaient pour pouvoir travailler au niveau de l'eau. Bien que privés, ces aménagements étaient soumis aux mêmes règles et à la même surveillance que les lavoirs publics.

Les lavandières apportaient avec le linge brosses, battoirs et «boîtes à laver», des boîtes en bois peu profondes garnies de paille pour réduire l'inconfort de leur position agenouillée, «comme à confesse» disaient-elles. Elles s'installaient à l'emplacement désigné par le fermier des lavoirs, non sans protester quand celui-ci leur donnait une mauvaise place plusieurs fois de suite.

Lavandières professionnelles

Certaines laveuses étaient des professionnelles, se louant aux grandes maisons nobles ou bourgeoises, comme les domestiques. D'autres étaient des «journalières», s'embauchant temporairement pour tous les travaux qu'on voulait bien leur confier, comme les récoltes agricoles ou les lessives. Les cultivatrices pouvaient par exemple les engager pour

venir à bout de la grande lessive du linge de toute la ferme, y compris celui des ouvriers agricoles «nourris et blanchis».

D'autres encore étaient employées à plein temps dans les entreprises de blanchisserie établies le long du Rosne et offrant un service qui pouvait inclure, outre la lessive, le repassage, l'amidonnage et le raccommodage. Sarcelles comptait deux blanchisseries dans les années 1870, sept en 1905. On peut se demander si l'ouverture de la gare, en 1878, n'a pas favorisé cette activité, tout comme l'interdiction de laver dans la Seine, après l'épidémie de choléra. D'après le recensement de 1886, 71 habitants de Sarcelles travaillaient dans ces blanchisseries, parmi lesquels presque un tiers d'hommes, occupés aux tâches connexes au lavage proprement dit, transport, organisation.

L'usage des lavoirs publics était payant pour les laveuses professionnelles, tout comme pour les femmes ne résidant pas à Sarcelles. C'était le cas des habitantes de Villiers-le-Bel, qui, en raison de l'absence d'un lavoir dans la

une petite «rincette» thérapeutique était la bienvenue, comprenez une gorgée de gnole.

Les seuls moments de détente étaient le récit d'anecdotes plus ou moins secrètes concernant leur maîtresse ou leur patron, en étayant leurs dires par l'exhibition de quelque linge de corps, trop fin, trop riche à leur goût, mais surtout peu fonctionnel. Les gens appelaient d'ailleurs le lavoir «l'hôtel de toutes les médisances»... Les langues allaient aussi bon train pour s'échanger les nouvelles familiales. Les lavoirs étaient un des rares lieux publics où les femmes pouvaient se rencontrer, avec le marché et l'église; ils étaient en quelque sorte le café des femmes.

Parfois tout n'allait pas pour le mieux, les discussions s'envenimaient, les insultes fusaient et les coups de battoir n'étaient pas que promesses en l'air. Certaines commères firent tant que le maire fit apposer une plaque mentionnant : «Toutes rixes, insultes, grossièretés de tout genre sont interdites et une tenue correcte est exigée aux personnes qui feront l'usage du lavoir.» Un des rôles du



Grand lavoir public de Sarcelles vers 1900.

commune, venaient en nombre faire leur lessive à Sarcelles, au point que le chemin qu'elles empruntaient a pris le nom de «rue des lavandières».

Un lieu de rencontres

A genoux sur la paille de leur boîte à laver, battoir en mains, les femmes se mettaient toutes à l'ouvrage, pliées en deux, les genoux meurtris, les reins pris par l'humidité et le froid, les mains glacées en hiver. Battre, frotter, rincer en faisant voler le linge au-dessus de l'eau, essorer en tordant draps et torchons alourdis par le poids de l'eau mettaient os et muscles à rude épreuve. Alors

fermier des lavoirs était d'empêcher ces disputes et de tenir le maire informé des rixes «ayant quelque gravité».

La fin des lavoirs

Après la Seconde Guerre mondiale, le lavoir municipal était vieillissant. Des tracts électoraux de 1947 promettaient sa réfection, mais il fut démoli. L'introduction des lave-linge dans les foyers a sonné le glas de ces installations. C'en était fini des harassantes lessives à la main, mais en même temps a disparu un lieu où les femmes pouvaient se rencontrer.

Etienne Quentin

Sarcelles



Des métiers bons pour elles ?

Des activités d'hier aux professions d'aujourd'hui, le monde du travail a beaucoup changé. Pourtant la notion de métier féminin perdure. Décryptage de cette distribution des rôles, enracinée dans un ensemble de représentations construites au fil des décennies.

Cueilleuses de pois de Sarcelles, Arnouville ou Garges, cartonnieres de Villiers-le-Bel ou «bistières» fabriquant à domicile la dentelle dite «blonde»... les femmes du peuple ont toujours travaillé, parfois même très jeunes. Carrières interrompues par l'arrivée des enfants, mais vite reprises, souvent à domicile. Bien avant la Première Guerre mondiale, les mères et grands-mères des munitionnettes, ces femmes qui ont remplacé dans les usines d'armement les hommes partis au front, participaient économiquement à la vie du pays, mais leur contribution a été occultée par les historiens et les statisticiens.

A partir de l'entre-deux-guerres, et plus encore dans les années 1950-1960, le taux d'activité des femmes s'accroît ; elles devien-

nent dactylographes, secrétaires, téléphonistes, vendeuses. L'entrée des classes moyennes dans le tertiaire constitue une mutation réelle, amplifiée statistiquement par la prise en compte de celles qui n'étaient pas comptabilisées jusque là, les épouses d'agriculteurs!

Aujourd'hui, les femmes constituent près de la moitié de la population active, mais elles sont prépondérantes dans les métiers nécessitant des compétences considérées comme «naturellement» féminines - service à la personne, travail social, santé - et presque absentes dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, de la métallurgie. Y a-t-il encore, aujourd'hui, des métiers jugés seulement «bons pour elles»? Les représentations de la femme qui travaille, mises en évidence



A gauche : personnel de l'usine de pansements Decam de Sarcelles, 1906. A droite : moisson dans les champs de Villiers-le-Bel, 1909.

par la publicité, la presse, la littérature enfantine ou les jouets, pourraient bien le laisser supposer!

La femme au foyer : «sans» ou «cent» profession(s)?

Au XIX^e siècle, les scientifiques justifient la distribution des rôles entre hommes et femmes par les différences biologiques. A la même époque, l'exode rural et l'arrivée des



Détail d'une affiche de la Ligue de la Mère au Foyer, années 1930.

classes moyennes en ville inquiètent les hygiénistes. Alcoolisme, mortalité infantile, tuberculose, insalubrité du foyer : pour lutter contre les fléaux sociaux, ils inventent le métier de mère au foyer jusque là réservé aux classes aisées. Le dévouement féminin devient garant de l'amélioration des conditions de vie de la famille populaire. La fonction maternelle est valorisée par les tenants d'une politique nataliste jusqu'au milieu du XX^e siècle.

Aujourd'hui, le statut de «femme au foyer» recouvre des situations diverses : femme épanouie qui multiplie les activités à l'extérieur pour elle et ses enfants, femme sans formation pour laquelle il ne s'avère pas rentable de travailler, femme soumise à une organisation sociale figée et dont l'avenir ne peut être imaginé qu'à la maison.

«A Sarcelles, dans les années 1960...»

«A Sarcelles, dans les années 1960, peu de mamans travaillaient; elles étaient à la maison. A tour de rôle l'une d'elles gardait les enfants de la cage d'escalier et les autres allaient à Paris faire des courses. Maman a appris à faire le couscous avec la voisine ; elles s'échangeaient des recettes. Ma mère était couturière, elle a appris à d'autres à coudre. Et comme elle avait une formation de professeur



Mères au foyer à Sarcelles, années 1960.

de gymnastique, elle a proposé aux dames du quartier de faire de la gymnastique. Elles se sont constituées en association, une des premières à Sarcelles. C'était la vie de campagne tout près de la ville. Le soir, quand il faisait beau, on allait avec ma petite sœur chercher papa à la gare de Pierrefitte, ça faisait la promenade du jour. Sarcelles, c'était très convivial, familial.»

Métiers invisibles pour «petites mains»!

A l'atelier, en usine, à domicile, ou chez les autres, certains métiers ont la particularité d'être peu valorisés. Même s'ils font appel aujourd'hui à des technologies nouvelles, à des formations plus spécialisées, celles qui les exercent peinent à être reconnues et mieux rémunérées.

Succédant aux nourrices, les assistantes maternelles ou «nounous» jouissent désormais d'un véritable statut professionnel, garant de leurs compétences en matière d'éducation et d'éveil de l'enfant. Avec les auxiliaires de vie ou aides familiales, elles interviennent à domicile, presque invisibles entre espace public et espace privé.



Atelier de dactylographie au collège technique d'Arnouville, fin des années 1960.

Femmes de ménage, employées de maison, agents de propreté et d'hygiène : les appellations peinent à requalifier des métiers aux horaires flexibles et fractionnés. Quant aux caissières ou «hôtesses de caisse» et aux ouvrières d'ateliers et d'usines, elles sont encore rivées à la machine à coudre, à calculer, ou à la chaîne. Tout comme les anciennes sténo-dactylos devant leur clavier, elles n'en constituent presque que le prolongement. Là aussi, les qualités d'endurance et de patience justifient l'utilisation massive d'un personnel féminin, peu qualifié, pour lequel cette activité constitue l'unique moyen de vivre.

«J'étais mécanicienne en couture...»

«J'étais mécanicienne en couture. J'ai travaillé en atelier à Paris, Gonesse, Pierrefitte, Sarcelles. J'ai appris avec mon mari. En arrivant en France, une chaldéenne travaillait toujours avec son mari. Et les hommes entraient dans la confection parce qu'il n'y avait pas besoin de parler français. Les patrons étaient français mais les travailleurs étaient turcs chaldéens, noirs, arabes, surtout des hommes. On travaillait huit heures sur les machines. Les femmes faisaient le plus facile et les hommes le plus difficile, par exemple la finition d'un pantalon, les fermetures.

En Turquie, on s'occupait des troupeaux ; on faisait des fromages, du lait, du beurre. Et puis on est venu à Clichy-sous-Bois directement, en 1978, et ensuite à Sarcelles. On est arrivé sans rien, on a dû travailler beaucoup. Maintenant, ces femmes sont âgées ; elles ne peuvent plus travailler sur les machines. C'est trop fatigant ; elles cherchent des ménages. Et les hommes, les jeunes, ils ont pris des restaurants, des cafés, ou bien ils font de la comptabilité. Dans la couture, il y a du chômage !»

Douces et dévouées

Au tournant du XIX^e et XX^e siècles, des métiers se sont constitués autour de qualités jugées «naturellement féminines» : gestion domestique, soins, maternage, savoir-être. Ces professions nouvelles, dont les pionnières ont été des femmes de caractère, ont permis à des jeunes filles de classe moyenne d'entrer dans le monde du travail et de devenir ainsi autonomes. La notion de vocation leur est souvent associée, surtout lorsque le service aux autres implique un corps à corps avec la souffrance et la pauvreté.

Au moment où la République laïque professionnalise les activités de soin exercées jusque là par des religieuses, les médecins choisissent de déléguer ces tâches aux femmes, «obéissantes et douées de qualités de cœur». Le métier d'infirmière est né. Aujourd'hui, pour des raisons similaires, l'aide-soignante est presque toujours une femme. Quant aux métiers de secrétaire, assistante sociale, hôtesse de l'air, ils exigent des qualités telles que le sens de l'accueil, le dévouement, l'empathie, l'élégance, la discrétion et sont, de ce fait, exercés majoritairement par des femmes.



Institutrice de Villiers-le-Bel, vers 1900. L'enseignement est une des premières carrières ouvertes aux femmes.



Aide-soignante à l'hôpital Charles Richet de Villiers-le-Bel, 2008.

« En tant qu'aide-soignante... »

« En temps qu'aide-soignante on est très autonome. Moi, je suis à Charles Richet, l'hôpital gériatrique de Villiers-le-Bel, au sein de l'unité de gériatrie aiguë. Je travaille sous la compétence de l'infirmière mais je suis l'interlocutrice privilégiée des familles et des patients. Je fais l'accueil, la toilette, les soins d'hygiène et de confort, je les lève, je les emmène en salle à manger, je crée un climat de convivialité. Ce métier, c'est vraiment l'apprentissage de la vie. Il y a une éthique personnelle qui m'a plu ; c'est gratifiant même si c'est dur physiquement et éprouvant moralement.

Il y a des hommes aides-soignants mais ils sont surtout ambulanciers. C'est un milieu féminin. Peut-être que les femmes ont la faculté de relativiser, d'absorber les choses ; on est à l'écoute, on est patiente. Mais c'est vrai que le métier n'est pas très connu, pas très valorisé. On a une formation mais parfois les patients nous confondent avec des femmes de ménage. Peut-être que le mot « aide » nous dessert. Pourtant, notre rôle est primordial. Les médecins savent très bien que s'ils veulent une information sur un patient, ils passent par l'aide-soignante. »

Gros bras, grosses têtes !

Ingénieures, militaires, magistrates, carreuses, universitaires, conductrices de bus ou de camions, cadres d'entreprise ou peintres

en bâtiment, la mixité se généralise dans des domaines autrefois presque réservés aux hommes. Mais à compétences égales, les femmes doivent faire leurs preuves, batailler pour obtenir les mêmes tâches et la même évolution de carrière. C'est le fameux « plafond de verre ». La maternité sert d'alibi pour leur interdire les plus hautes fonctions, à moins qu'elles n'osent elles-mêmes y prétendre. Les femmes ne mesurent pas suffisamment l'étendue de leurs compétences au moment des choix d'orientation.

Education et modèles sociaux transmis depuis l'enfance aux garçons comme aux filles semblent là en cause. Malgré les textes réglementaires et les initiatives mises en place pour promouvoir des conditions de travail identiques, la situation évolue peu ; les femmes se retrouvent en concurrentes dans un éventail de métiers restreint, dont la plupart sont peu valorisants.

« Je suis agente de sécurité... »

« Je suis agente de sécurité à Garges-lès-Gonesse. Quand on est une femme et qu'on n'a pas d'expérience, c'est dur de trouver du travail... Il faut qu'on en fasse deux fois plus que les hommes pour être reconnue et s'intégrer. Au début, les collègues hommes sont méfiants. Ils veulent savoir s'ils peuvent faire confiance, s'ils peuvent compter sur nous en cas de pépin et si on va assurer autant qu'eux, au niveau physique et au niveau réaction. Après, une fois qu'on a fait nos preuves, il n'y a pas de problème, mais si on n'a pas de caractère on ne tient pas quinze jours. »

Béatrice Cabedoc

Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie, Conseil général du Val d'Oise.



Agente de sécurité à Garges-lès-Gonesse, 2006.

Cet article est inspiré d'une étude effectuée par l'Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie (ARPE), Direction de l'Action Culturelle, Conseil général du Val-d'Oise, qui a donné lieu à une exposition itinérante créée en 2006 : *Des métiers bons pour elles ?* Les entretiens présentés dans l'article ont été réalisés par l'ARPE entre 1999 et 2008.



A nouvel urbanisme, autre vie de femme ?

Les grands ensembles vont-ils libérer les femmes ou les condamnent-ils à une morne existence, voire à la dépression ? Retour sur un débat qui a accompagné la création des nouvelles banlieues, à la fin des années 1950.

A peine né, l'urbanisme moderne soulève des polémiques dans la presse, les congrès scientifiques et les associations d'habitants, particulièrement à Sarcelles, érigée en symbole des grands ensembles par l'invention du terme « sarcellite » en 1962. « Paradis » ou « enfer » ? Les femmes sont placées au cœur de ces controverses sur les avantages et les inconvénients de la vie dans « les villes nouvelles », comme en témoignent les reportages et analyses de l'époque.

Le nouveau temps libre

Les corvées ménagères sont considérablement réduites par le confort moderne, eau chaude, salle de bain, chauffage collectif, vide-ordures ou séchoir : « C'est plus propre, plus facile à entretenir, plus facile à chauffer, plus aéré. » Les réfrigérateurs, machines à laver et autres nouveaux appareils ménagers introduits dans ces foyers allègent aussi les tâches des femmes, à qui il revient pour l'essentiel de prendre en charge le travail domestique, bien que soit évoquée une « tendance moderne » des hommes à s'y impliquer : « Ils aident aux travaux du ménage bien plus souvent que lorsqu'ils habitaient dans un

ancien quartier ; ils s'occupent mieux aussi des enfants, de leurs jeux et de leur travail. »

Les mères de famille apprécient aussi la conception des nouvelles cités, plaçant à proximité du logement les écoles, des espaces de jeux pour les petits, une halte-garderie, une consultation de nourrissons, du moins quand ces équipements sortent enfin de terre : « Tout semble organisé pour la vie familiale. » Le centre commercial, dont l'implantation a été calculée pour limiter le déplacement des ménagères, complète cet environnement fonctionnel qui simplifie la vie des femmes.

Fées du logis

Le nouveau temps libre peut être réinvesti dans le travail domestique, afin de rendre le logement plus hygiénique et plus coquet. Entretien plus méticuleux, préparation de repas plus élaborés, travaux manuels de décoration, les « fées du logis » trouvent mille façons d'améliorer le cadre familial : « La Sarcelloise raffine. Le chiffon à la main, elle tombe en arrêt devant le moindre grain de poussière et se trouve en situation de perpétuel rangement. » L'émulation entre voisines conforte cette ferveur domestique, tout comme les cours de

cuisine et de couture proposés par les centres sociaux implantés dans les nouveaux quartiers.

Les femmes peuvent aussi être plus disponibles pour leur famille, veillant au bien-être de tous et organisant leurs journées sur la base de cette sollicitude. « Le matin : petit-déjeuner, toilette des enfants, marché, préparation des repas. L'après-midi : petits travaux ménagers, un petit conseil par-ci une explication par-là, et arrive l'heure du dîner qui précède une soirée en famille avec ou sans télévision. Voilà une journée bien remplie », écrit une mère au foyer habitant le grand ensemble de Sarcelles. La halte-garderie, les jeudis éducatifs ou les solidarités entre voisins permettent de se libérer des enfants pour quelques heures : « Je ne suis



Dans une cuisine du grand ensemble de Sarcelles, 1965.

pas une esclave et je trouve malgré tout des moments d'évasion. Le jeudi par exemple je vais à Paris faire du lèche-vitrines.»

Femmes engagées

Le temps libre peut aussi être investi dans les activités culturelles et associatives qui se développent dans les nouvelles banlieues. « Les opérations lessives, repassage, cuisine, ravau-dage, couture sont des travaux qui finissent par avilir la femme », écrit une de ces femmes engagées, se félicitant qu'il « ne manque pas à Sarcelles de soirées culturelles ou non, à la portée de tous. Il ne manque pas non plus de possibilité de se dévouer aux autres, ce qui n'est pas exclusivement réservé aux Messieurs. Les femmes aussi ont leur place. Et quelle place ! Le social, l'entraide aux familles, les sorties avec les enfants. » Cette participation à la vie de la cité est encore marquée du sceau féminin, mais elle est confortée par la densité du tissu associatif dans les grands ensembles.

Le rôle des femmes est d'autant plus important que les cités neuves se vident chaque jour des hommes pendant de longues heures, étant



Réunion du Club des lecteurs, Sarcelles, 1961.

donné l'absence d'emplois sur place, les difficultés de transport, la jeunesse du peuplement et le plein emploi : « On peut dire que c'est une ville de femmes », explique une Sarcelloise. Les grands ensembles offrent « le spectacle étonnant d'une société où le père disparaît de plus en plus et où la femme peut conquérir et jouer un rôle grandissant. C'est elle qui voit le plus de monde dans le quartier. Elle connaît les gens, fait les présentations lorsqu'elle rencontre des voisins le samedi après-midi en faisant des courses avec son mari. »

Entre ennui et fatigue

A l'opposé des femmes épanouies grâce à ce nouveau rôle social ou comblées par ce paradis des ménagères modernes, il y a les victimes de la « maladie des grands ensembles », désignée comme un mal féminin, et frappant surtout les mères au foyer. Dépressions, alcoolisme, suicides sont dénoncés. Après les premières enquêtes, notamment auprès de médecins, les propos se font plus mesurés et on parle surtout d'ennui : « Le ménage va très vite. Alors les femmes ont des temps morts, elles s'ennuient. La rue est mortelle. » L'absence de rues commerçantes fait couler beaucoup d'encre : « Les bâtisseurs commencent à se soucier de répondre aux revendications n° 1 des citoyennes du monde nouveau : le lèche-vitrines, l'animation de la cité. » L'insuffisance des structures de garde d'enfants est aussi soulignée : « Ce n'est pas la vie à Sarcelles qui est en cause, mais la vie d'une femme qui reste chez soi. »

L'exercice d'un métier peut rompre cette monotonie, mais au prix d'une grande fatigue et nervosité : « C'est aux femmes actives que se posent les plus graves problèmes. Accaparées par le double métier que constituent l'exercice d'une profession et la qualité de mère de famille, celles-ci sont soumises à un rythme de vie ahurissant. » Seules 40 % des habitantes du grand ensemble de Sarcelles travaillent en 1965, dont la plus grande part à l'extérieur de la cité. Les projets de zones d'activités destinées à l'emploi féminin, envisagées à Sarcelles comme



Sur le pont de Garges, 1961.

dans d'autres grands ensembles, n'aboutissent pas. Nombre de femmes pratiquent le travail au noir, ménages ou garde d'enfants, une activité qui « ne dépayse pas », qui « rive la mère de famille à son cadre habituel et ne possède même pas cette vertu que les femmes modernes recherchent dans un métier véritable : le pouvoir désaliénant d'une autonomie économique ».

Transformation des débats

Progressivement, les difficultés des femmes des grands ensembles apparaissent comme partagées par toutes les femmes de banlieue : « Une femme vivant en milieu pavillonnaire connaît les mêmes problèmes, il est douteux qu'elle puisse se satisfaire comme autrefois d'être tenue à l'écart des réalisations d'ordre économique, social, politique, et confinée dans un rôle de ménagère et de mère de famille. » Au milieu des années 1960, les femmes s'effacent des débats sur l'urbanisme moderne au profit des



A la fenêtre d'un immeuble du grand ensemble de Sarcelles, années 1960.

jeunes, déjà évoqués à la fin des années 1950 dans la dénonciation de « grands ensembles fabriques de blousons noirs », mais vite oubliés puisque les adolescents étaient alors peu nombreux dans les nouvelles cités.

Les questionnements sur les femmes ne cessent pas pour autant, et s'amplifient après mai 1968. Désormais posés à l'échelle de l'ensemble de la société, notamment par le MLF (Mouvement de Libération des Femmes), ils remettent en cause la femme « moderne » de la fin des années 1950, tiraillée entre les modèles de fée du logis et de

femme active, privée du droit à la pleine citoyenneté et à la véritable autonomie : il a fallu par exemple attendre 1965 pour que soit votée une loi autorisant les femmes à ouvrir un compte en banque ou à exercer une profession sans l'accord de leur mari.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Toutes les photographies sont de Jacques Windenberger, reporter-photographe qui emménagea dans le grand ensemble de Sarcelles en 1959.

Citations extraites de : Duquesne J., *Vivre à sarcelles? Le grand ensemble et ses problèmes*, Editions Cujas, 1966 – Kaes R., *Vivre dans les grands ensembles*, Editions Ouvrières, 1963 – « Conditions de vie des femmes en grande banlieue », *Bulletin d'information de la préfecture du Val-d'Oise*, mai 1966 – « L'ennui », *En famille, bulletin de l'Association des familles de Sarcelles*, octobre 1965 – « Grands Ensembles? Madame Bovary dans les HLM », *Libération*, 26 novembre 1963 – « La sarcellite. Courrier d'une lectrice », *France Sarcelles*, mai 1965 – « Vivre dans les cités nouvelles », *Le Figaro*, 15 février 1963.

La féminisation du monde associatif

Le monde associatif est né au masculin, mais progressivement, les femmes s'y sont affirmées. Récit de cette évolution tout au long du xx^e siècle, à travers l'exemple des associations de Garges-lès-Gonesse.

Les premières associations gargeoises n'accordent que peu de place aux femmes. Les bureaux de la quinzaine de groupements officiellement déclarés entre 1913 et 1945 sont entièrement masculins. Seule la Société artistique prolétarienne *Le Dahlia Rouge* fait exception, accordant à des femmes les postes de secrétaire et d'archiviste au moment de sa création, en 1932. Quant aux adhérents, ce sont en grande partie des hommes, parce que ces associations agissent surtout dans des domaines propres aux hommes comme les anciens combattants, ou dans des secteurs encore peu féminisés comme le sport ou la fanfare. Le statut des femmes est toutefois en transformation dans la société française : si elles n'ont toujours pas le droit de vote, elles sont de plus en plus présentes dans le monde du travail depuis la guerre de 1914. Le monde associatif se fait l'écho de ces évolutions, voire les précède, en proposant des activités au féminin.

Le catholicisme et le communisme cherchent ainsi à encadrer les jeunes Gargeoises. L'abbé Comptour propose en 1934 une activité théâtrale pour les jeunes filles du patronage, tandis que les filles de familles communistes rejoignent après 1936 *L'Union des Jeunes Filles de France*. Les fêtes organisées par les associations laissent aussi une place au féminin. A la Lutèce, la «grande fête printanière» d'avril 1931 offre, outre les jeux pour enfants, les attractions foraines et les activités de sport masculin, des compétitions de sport féminin : courses à pied, lancer du poids et basket-ball. *La Commune libre de Garges*, quant à elle, propose aux femmes de participer à l'élection d'un faux maire, s'inspirant des pratiques satiriques de la *Commune libre de Montmartre*. Les jeunes filles sont aussi invitées à élire une reine et deux demoiselles d'honneur, une pratique qui semble emprunter autant à la «Muse» inventée à Montmartre qu'aux concours «Miss France» lancés à la fin des années 1920.



Union des jeunes filles de France, groupe de Villiers-le-Bel, vers 1936.



La Muse de la Commune libre d'Arnouville et ses deux dauphines en parade dans les rues du pays, 1928.

Les premières associations féminines

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les femmes obtiennent le droit de vote et acquièrent une nouvelle place dans la société française ; à Garges, une femme est même élue maire en 1947. C'est dans ce contexte que se développent les premières associations de femmes. Vers la fin de 1945, est créée une section de l'*Union des Femmes Françaises*, liée au PCF, qui intervient dans le domaine de la

solidarité, de la politique nationale et internationale, par exemple la lutte contre la guerre du Vietnam. Au début des années 1950, des femmes fondent *Les libellules gargeoises* pour financer par des fêtes et tombolas l'habillement de jeunes danseuses. En 1960, des femmes de *L'Action catholique féminine* (ex *Ligue féminine d'action catholique*) tiennent au presbytère, dans le Vieux Garges, des permanences d'information et d'aide aux mères de familles.

L'édification du grand ensemble à partir de la fin des années 1950 ne provoque pas l'éclo-



Préparation de déguisements d'enfants pour le 1^{er} mai à L'Association animation Dame Blanche, Garges, 1961.

sion de groupements féminins. Mais face à l'isolement et l'ennui ressentis par certaines femmes au foyer dans ce nouvel habitat, de nouvelles associations leur proposent des activités d'entraide ou de loisirs. *L'Association populaire familiale* met ainsi en service au début des années 1960 deux machines à laver et une machine à tricoter. Des femmes de *L'Association Animation Dame Blanche* confectionnent des paires de chaussons pour les enfants des nouveaux arrivants et décorent les entrées d'escalier. Au début des années 1970 naît aussi la *Coopération féminine*, dite *Club de l'amitié*, cercle féminin juif qui développe des activités culturelles et récréatives.

La féminisation des instances de décision

La période des Trente Glorieuses voit également les femmes conquérir une place dans les structures décisionnelles associatives. Ce mouvement touche d'abord des secteurs dits féminins, tels que la solidarité. On voit ainsi des femmes présider *L'Amicale de l'arbre de Noël* en 1961, *La Croix Rouge* en 1965 ou encore *Le Secours populaire* depuis sa création

à Garges vers 1972. Progressivement, des femmes accèdent aussi à des responsabilités dans des domaines qui étaient jusqu'alors des bastions masculins. Dans les années 1970, une femme est par exemple élue au poste de trésorier à *L'Amicale des Locataires CNL* de La Muette.

Cette évolution n'empêche pas les femmes de s'orienter souvent vers des tâches spécifiques, comme le secrétariat ou la cuisine lors des fêtes et banquets. A l'*Union des vieux de France*, certaines d'entre elles assurent la préparation des colis alimentaires. A la *FNACA*



Tâches administratives à L'Association Animation Dame Blanche, Garges, fin des années 1960.



Les épouses des membres de la section gargeoise de la FNACA lors d'une soirée « choucroute », 1987.

(*Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie*), les épouses, tout en participant aux réunions, s'activent dans la préparation et l'animation des repas. On note également que la participation féminine passe parfois par la création de couples de responsables associatifs. Le temps consacré par les femmes à la vie associative est mieux perçu par leurs époux lorsque l'engagement est partagé, comme l'explique une ancienne présidente : « Voyant que ça prenait de plus en plus de mon

temps, mon mari commençant à trouver que c'était un peu coton, je me suis dit il faut que je fasse quelque chose, alors je me suis arrangée. Comme il aimait le sport, j'ai inscrit mes deux garçons au hand [...] et je me suis arrangée pour qu'il vienne les accompagner. Mais ça c'est le travail de la femme!»

Une nouvelle impulsion

Dans les dernières décennies du xx^e siècle, une nouvelle impulsion est apportée par la révolution des modèles féminins en France, dans un contexte local d'explosion du nombre d'associations. La féminisation des bureaux associatifs se renforce, notamment dans le secteur de l'animation et de la culture. Plusieurs habitantes des Doucettes relancent ainsi vers 1992 l'association *Centre social des Doucettes*, forment son premier conseil d'administration et se lancent dans la réfection des locaux. Ce sont aussi des femmes qui constituent en 2003 *L'Association du verbe irisé* pour faire découvrir à un large public la richesse du théâtre. Pour autant, la parité dans les bureaux associatifs est loin d'être acquise : en 2006, 5/6^e des associations gargeoises sont encore présidées par des hommes.

Les associations féminines, agissant prioritairement pour les femmes, se multiplient aussi, notamment avec le soutien des assistantes sociales et des pouvoirs publics. Leurs activités concernent toujours l'entraide et les loisirs, mais s'étendent au développement de services et à la création d'emploi, avec l'accroissement du chômage, ainsi qu'à l'alphabétisation, avec l'augmentation du nombre de femmes immigrées. En 1985, *Le Mors aux dents* est créé à



Réunion dans les locaux de l'association Oasis relais femmes, Garges, vers 2006.

La Muette en vue de favoriser «l'expression des femmes de Garges» et de mettre en place des activités de service (restaurant, coiffure, crèche parentale). En 1988, trois femmes au foyer fondent *Mieux vivre à La Muette* afin d'ouvrir une halte garderie dans un appartement du quartier. Vers 1991, *L'Oasis relais femmes*, à Dame Blanche Est, se tourne vers les femmes immigrées et monte des ateliers de couture, cuisine, alphabétisation, recyclage créatif d'objets, esthétique corporelle...

À Garges comme ailleurs, les femmes se tournent de plus en plus vers le monde associatif. Cet intérêt se nourrit de l'envie de tisser des relations de convivialité et de solidarité ou d'échapper à l'isolement. Les associations sont d'autant plus attractives qu'elles se sont transformées en structures de petite taille, plus autonomes et moins idéologiques. Si les femmes n'y occupent toujours pas la même place que les hommes, elles peuvent s'y accomplir personnellement et devenir des actrices à part entière de la vie démocratique locale.

Pierre-Jacques Derainne,

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Quelques membres du bureau et une salariée de l'association SAGA (Sport Association Gargeoise Amitié), forum des associations de Garges, 2007.



De l'ailleurs à l'ici, parcours de femmes

Le parcours des femmes migrantes est jalonné d'obstacles. Pour mieux faire face à ces difficultés, les solidarités s'organisent, comme les relais associatifs créés par des femmes africaines.

L'Est du Val-d'Oise est un territoire d'immigration importante. Dans les villes de la Communauté d'agglomération Val de France, les ressortissants étrangers représentent aujourd'hui entre 20 et 40 % de la population. Cette immigration est ancienne et très riche, diverse dans son histoire et dans l'origine des parcours migratoires, entre Europe, Moyen-Orient et Afrique.

L'immigration d'Afrique noire n'est pas prédominante, mais occupe une place à part

entière, regroupant des personnes et familles issues notamment de pays francophones comme le Mali, le Sénégal, le Cameroun ou encore la République du Congo. Les causes de leur migration sont multiples et résultent, selon les périodes et les pays, de considérations économiques, politiques ou sociales.

Les parcours sont divers selon qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, provenant d'une ville ou d'un village, munis d'un bagage universitaire ou sans formation, arrivant seuls

Toutes les images présentées dans cet article sont extraites de l'exposition photographique «Parcours. Femmes africaines en



ou en famille, etc. Dans cette diversité, le rôle joué par des femmes venues dans le cadre d'un regroupement familial autorisé ou non est une constante. Nées ailleurs, femmes et mères d'ici, elles se retrouvent au cœur des processus d'intégration parce qu'en charge de l'éducation de leurs enfants pour la plupart français, mais en même temps les plus vulnérables aux bouleversements qui affectent ces processus.

Elles s'appellent Djénéba, Aïssata,... ou Mariam, se sont mariées «au pays», et après quelque temps, ont rejoint leur mari installé en France depuis plusieurs années. Leur famille est souvent nombreuse. La plupart contribuent aux ressources familiales en travaillant. Si beaucoup de ces femmes ont pu s'établir sans grandes difficultés, d'autres ont vécu ou vivent des parcours migratoires plus chaotiques, comme les femmes et familles suivies par l'association AFAVO (Association des Femmes Africaines du Val-d'Oise).

Des difficultés plurielles

Les difficultés liées à l'obtention d'un titre de séjour sont vécues par ces femmes comme une insécurité majeure qui conditionne l'ensemble de la démarche familiale d'intégration. Comment travailler, assurer l'éducation de ses enfants si l'on n'est pas soi-même sécurisé dans ses droits? Certes, toutes les femmes suivies par l'AFAVO n'ont pas un problème de «papiers». Mais elles s'estiment toutes menacées par une insécurité juridique qui peut surgir à tout moment, à la suite d'une rupture familiale (divorce, abandon de famille), d'un changement dans la législation ou du règlement de situations complexes de polygamie. Beaucoup, d'ailleurs, disposent de titres de séjour de

courte durée (3 mois, 1 an) ne permettant pas de se projeter durablement dans l'avenir.

Dans le cas particulier de la polygamie, les femmes n'étant pas reconnues dans leur statut de co-épouses ne bénéficient pas de titre de séjour. Le divorce n'est pas obligatoire, mais les difficultés sont telles que les familles angoissées, et particulièrement les femmes, choisissent le plus souvent de divorcer. Ainsi, l'espoir d'obtenir ou de conserver «des

Une Recherche-action sur les conditions de vie des familles issues de l'immigration africaine

A l'initiative du Pôle de ressources Ville et développement social et de l'AFAVO (Association des Femmes Africaines du Val-d'Oise), cette recherche-action, conduite par Joëlle Bordet et Bernard Champagne, visait à mieux connaître les conditions de vie des familles africaines suivies par l'AFAVO. Quatre thèmes d'échanges et de réflexion ont été traités : situation scolaire et école, logement-habitat, santé-accès aux soins, titre de séjour-nationalité. 26 familles ont été rencontrées individuellement. Un rapport de synthèse résume les conclusions de la recherche.

Au-delà, le Pôle de ressources et l'AFAVO envisagent, en s'appuyant sur les résultats produits, de construire une proposition d'action de qualification en direction des acteurs associatifs et institutionnels concernés (travailleurs sociaux, juristes, enseignants...), en vue de mieux faire connaître les perceptions et réalités vécues par ces familles, et développer des démarches d'accompagnement axées sur l'approche collective et l'autonomisation.

France» de Danièle Taulin-Hommell, qui s'attache à valoriser les parcours singuliers de femmes et les associations qui les aident.





Les photographies ont été réalisées en 2004 à Antony (Femmes Relais d'Antony, Lectures nomades, centre de Protection

papers» passe par la séparation et la décohabitation. Si certaines souhaitent cette évolution de la structure familiale, d'autres l'envisagent par défaut, dans le but de disposer d'une existence légale et de ne pas mettre en péril la situation administrative de la famille, en ne reniant pas pour autant les schémas culturels auxquels elles se sentent par ailleurs appartenir. Elles sont alors engagées dans un cheminement controversé qui, sous couvert d'assurer leur sécurité juridique, peut produire une nouvelle insécurité, cette fois sociale et familiale.

Autre enjeu central, le logement, amplifié par la crise que vit actuellement le secteur immobilier. Les familles soutenues par l'AFAVO vivent dans des conditions très difficiles liées à l'occupation de logements mal adaptés, à des situations d'hébergement transitoire chez des amis ou dans des foyers. Ces situations génèrent anxiété et incertitudes, voire des violences et des rejets lorsque les tensions n'arrivent plus à être gérées. Les démarches de recherche d'un premier logement ou d'un autre logement sont souvent longues et incertaines, tributaires d'une régularisation, de garanties de revenus réguliers, ou de la disponibilité de modules d'habitation de grande taille.

Au milieu de ces difficultés de vie, l'école est considérée comme une chance et un espoir pour les enfants. Pour beaucoup de femmes, elle demeure néanmoins un objet étrange et étranger dont elles n'ont eu aucune expérience propre, dont elles ne connaissent ni les codes, ni les usages spécifiques. Quand la scolarité se déroule sans turbulence, la méconnaissance des apprentissages et des

parcours scolaires de leurs enfants ne pose pas de problèmes majeurs. Dès lors que des obstacles se présentent, les femmes se déclarent souvent démunies. Les sollicitations d'implication de l'institution scolaire sont alors souvent ressenties avec inquiétude, dans la mesure où il leur est demandé de rentrer dans l'inconnu et d'y jouer des rôles actifs pour lesquels elles n'ont pas de repères.

Dépasser des difficultés imbriquées

Les difficultés évoquées précédemment sont dans la réalité étroitement imbriquées les unes aux autres, une difficulté nourrissant ou en provoquant une autre, contribuant ainsi à fragiliser encore davantage les capacités de mobilisation et d'accès aux droits.

Le travail des femmes, qui pour beaucoup d'entre elles occupent des emplois à horaires fractionnés ou décalés, les empêche de suivre convenablement la scolarité de leurs enfants. Les conditions de logement peuvent également avoir des conséquences, quand l'espace de vie ne permet pas aux enfants de s'isoler pour faire leurs devoirs, suscite la répétition de couchers tardifs ou les oblige à s'occuper de leurs frères et sœurs... Pour les femmes qui n'ont pas de titre de séjour, l'obtention d'un travail ou d'un logement est très aléatoire ou se réalise dans des conditions relativement précaires.

Ce sont les effets croisés de ces difficultés qui peuvent, dans la durée, rendre ces femmes particulièrement vulnérables, et conduire à l'isolement et au repli sur soi. Car, qu'elles aient choisi ou pas de venir en France, peu d'entre elles avaient imaginé les problèmes rencontrés, l'anonymat et parfois la



Maternelle et Infantile), aux Mureaux (Essences d'Art) et à Cergy (Association des Femmes Africaines du Val-d'Oise).

solitude que cette nouvelle vie pouvait engendrer.

Face à ces difficultés plurielles et imbriquées, elles résistent et s'organisent au quotidien pour maintenir la cohésion de la famille, veiller au rythme de chacun, poser des repères dans un environnement qui leur en donne peu. Plusieurs parcours témoignent ainsi des multiples ressources qu'elles ont dû déployer pour tenir, comprendre, et aussi bien que possible assumer leur rôle de parent. Elles s'occupent des démarches administratives et

font le lien avec les institutions, travaillent et contribuent aux besoins du ménage, suivent des cours d'alphabétisation et apprennent à lire avec leurs enfants, deviennent à leur tour ressources pour d'autres femmes...

Le rôle de la médiation interculturelle

L'effort d'adaptation est important et nécessaire du temps. Les femmes soulignent le rôle des « passeurs » qui accompagnent ces changements. L'AFAVO, parmi d'autres associations, joue ce rôle, par une aide juridique individuelle et le biais de diverses activités (ateliers d'alphabétisation, soutien scolaire...). L'équipe de femmes-relais ou médiatrices de l'AFAVO, pour certaines anciennes bénéficiaires de l'association, intervient ainsi dans plusieurs villes du département du Val-d'Oise, dont Villiers-le-Bel, pour assurer un accompagnement des familles et une médiation interculturelle avec les institutions.

L'aide juridique de l'AFAVO a pour objectif de faciliter l'accès aux droits et aux services publics. Complémentaire à l'action des travailleurs sociaux, elle vise à construire une solution juste et adaptée. L'approche globale des problèmes est un véritable soutien pour les femmes. L'aide aux devoirs, par exemple, à destination immédiate des enfants, fonctionne aussi comme un appui aux parents, et est appréhendée comme un élément du travail d'accompagnement de l'ensemble de la famille.

Jean-Claude Mas

Pôle de ressources Ville et développement social

Aïcha Sissoko

Association AFAVO

Le parcours de vie de M^{me} V.

M^{me} V. est sénégalaise. Mariée à 17 ans, elle rejoint, deux ans après, en 1992, son mari installé et travaillant en France. Après une dizaine d'années de vie commune et une situation familiale de plus en plus difficile à supporter, elle doit quitter son domicile et se retrouve à la rue avec ses six enfants. Orientée par des travailleurs sociaux vers l'association AFAVO, elle obtient un hébergement provisoire et un titre de séjour d'un an renouvelable au lieu des multiples autorisations de 3 mois jusque-là accordées. Aujourd'hui, la procédure de divorce est en cours, mais la concertation engagée avec le mari a permis de recréer des relations. Depuis 2005, M^{me} V. vit dans un F3 avec ses enfants tous scolarisés. Sa situation relative au logement et à la vie économique est stabilisée. Elle continue de venir à l'AFAVO car y trouve un appui important pour l'aider dans l'éducation de ses enfants. Ses parents étant décédés, elle n'envisage pas de retourner au Sénégal car personne ne l'y attend, et considère que sa place est à côté de ses enfants dont l'avenir est en France.



Amour... toujours ?

Des alliances calculées d'hier aux unions fondées sur le sentiment amoureux d'aujourd'hui, le mariage a connu de profondes transformations. Il reste toutefois un moment privilégié de construction et d'expression des identités féminines.

Exaltés dans la littérature depuis son origine, le sentiment amoureux et le mariage d'amour étaient bien plus présents dans les milieux populaires que dans les milieux aisés. Pour les élites, le fait que leurs enfants tombent amoureux était un accident à éviter afin de ne pas être contraint à des mésalliances. La puissance sociale des aristocrates, grands bourgeois et ruraux aisés était fondée sur la gestion d'un patrimoine que les mariages arrangés permettaient de conforter.

Mariages arrangés

Les familles françaises étaient encore très largement patriarcales vers 1800. Les rôles de chacun au sein du couple étaient nettement séparés. Les conceptions bourgeoises de l'éducation exigeaient l'obéissance et valorisaient l'innocence des filles. Majoritairement, ce sont donc les parents qui choisissaient dans les partis possibles. La littérature et le théâtre du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle en rendent compte abondamment. Les rites de mariage marquaient le transfert d'une femme dans la maison de son époux, qui était souvent, en situation traditionnelle et rurale, la maison du père de son époux. Les rituels de dons et contre-dons, dot constituée par le père et « corbeille » offerte par le fiancé, sont le signe de la tutelle imposée aux jeunes filles jusqu'aux alentours de 1920 en Occident, alors que para-

doxalement, l'échange des consentements mutuels des conjoints était déjà considéré comme nécessaire et suffisant.

Dans la plupart des familles de l'immigration maghrébine, africaine, turque, indienne, etc. le rapport de l'individu à sa famille est encore voulu comme ayant plus d'importance que les sentiments personnels. Le mariage n'est pas seulement considéré comme l'union de deux individus, mais comme l'alliance de deux lignées en vue de produire des enfants. Il ne repose pas sur l'amour romantique, mais sur le choix des parents. Les principales démarches en vue d'un mariage sont menées par les autorités de chaque lignage, pères, mères, oncles, tantes. Dans la réalité, probablement plus pour les



Mariage musulman célébré à Djelam (Pakistan), en 1997. Le couple photographié dans la chambre nuptiale.

garçons que pour les filles, les jeunes nés ici négocient de plus en plus souvent pour épouser l'écu de leur cœur.

De la vision romantique à aujourd'hui

Pendant des siècles, la destinée des fillettes s'est confondue avec le mariage et la maternité. Le mariage représentait pour elles le passage obligé pour exister socialement et pour subsister économiquement. Les jeunes filles n'avaient pas d'avenir en dehors du mariage, sauf à endosser le statut stigmatisé de «vienne fille».

A partir de 1860, le Romantisme affirma une vision idéalisée de la femme. Son culte de la pureté rejoignit la vision de l'Eglise. La législation française confortait une vision particulière du féminin, assignant à la femme un statut d'inférieure sous tutelle. La femme bourgeoise se vit affectée à la seule maternité et à l'éducation des enfants, à l'exclusion de toute sensualité. Le sentiment amoureux fut fantasmé, par les jeunes filles et par les femmes, à travers la poésie et la littérature. Une vision que ne partageaient pas les hommes : pour nombre de bourgeois des années 1900, l'image de la femme était dissociée en une épouse à qui ils faisaient respectueusement des enfants, et une partenaire extérieure avec qui ils vivaient une sexualité plus libre, maîtresse, prostituée ou concubine.



Catherinette, Arnouville-lès-Gonesse, vers 1950. Depuis le XVI^e siècle au moins, les femmes célibataires entre 25 et 35 ans renouvelaient la coiffure de la statue de sainte Catherine dans les églises, en la priant de faire qu'elles trouvent un mari. L'expression «coiffer sainte Catherine» signifie ne pas être mariée l'année de ses 25 ans.



Des enfants miment la visite du fiancé dans une famille bourgeoise. Carte postée en juin 1914.

A la même époque, les familles ouvrières ne géraient pas de patrimoine et étaient donc en dehors des stratégies d'alliance. Les jeunes salariés étaient plus libres de choisir par amour leur partenaire. Sans racine dans les villes, ils ne subissaient pas la même pression familiale. Souvent même, ils ne se mariaient pas et vivaient en concubinage. Les milieux catholiques et philanthropiques créèrent des œuvres devant inciter les ouvriers au mariage afin de stabiliser les hommes et de les éloigner des cafés. Dans cette classe ouvrière, les écarts d'âge étaient moins importants et, même si un machisme certain s'exprimait, les relations de couple étaient davantage faites d'égalité.

Le couple conjugal, fondé sur l'association de deux individus égaux, s'est lentement diffusé après 1920 puis généralisé à partir des années 1950, lorsque les évolutions économiques ont amené l'affirmation d'une classe moyenne. Cette tendance se développe jusqu'à nos jours en suivant les chemins de l'émancipation féminine. Aujourd'hui en France, du haut en bas de l'échelle sociale, la majorité des couples se forme sur un sentiment amoureux partagé et se défait sur sa disparition.

Entre filles

Hier toutes les libertés étaient une dernière fois permises au futur marié, avant qu'il ne se range pour de bon. Aujourd'hui, les filles qui ont acquis une liberté sexuelle égale à celles des hommes célèbrent désormais dignement la fin du «vagabondage amoureux», avant de jurer fidélité à l'écu de leur cœur. Organisé par les amies célibataires de la fiancée, l'enterrement de vie de jeune fille marque le renoncement définitif au statut de jeune célibataire et à l'insouciance qui va de pair, au cours d'une fête entre filles souvent menée dans une

atmosphère de carnaval et de bizutage. Ce rituel est l'apanage d'une frange de la population, jeune, citadine et aisée, même si une certaine démocratisation est en cours.

L'entourage féminin de la mariée participe activement aux préparatifs de la noce. Sœurs, cousines et amies soutiennent la future épouse dans sa transformation en «princesse d'un jour» : choix de la robe et des accessoires, coiffure, maquillage, soins du corps... Dans les familles musulmanes, l'application du henné, marquant symboliquement le passage de l'état de jeune fille à celui de femme, mobilise les parentes et les amies de la mariée. Le jour J, les demoiselles d'honneur ont un rôle privilégié : présentation des alliances, lecture à la cérémonie, discours au cocktail, etc. Traditionnellement, elles sont les destinataires privilégiées



Préparatifs d'un mariage chrétien en Turquie dans la communauté chaldéenne, vers 1985.

des épingles tenant le voile, des fragments du voile, du bouquet de la mariée jeté en fin de cérémonie, afin qu'elles aussi se marient.

Blanche la robe

Depuis le milieu du XIX^e siècle dans les classes supérieures parisiennes, le blanc est loin d'être une exclusive de la robe de mariée, il est une constante de la robe de bal ou de la robe du soir. En province, la mariée porte le plus souvent le costume local, la plupart du temps en couleurs, plus ou moins riche selon son milieu, la tête parfois couronnée de fleurs d'oranger. Vers 1900, la robe blanche s'imposa, probablement en relation avec le développement des pratiques liées au culte de la Vierge.

L'usage du blanc est à mettre également en relation avec l'élévation du niveau de vie et l'accès plus facile aux tissus. Avec l'amélioration de la diffusion de la presse et de la publicité, les couturières provinciales confectionnaient, à la commande, des robes de mariée en s'inspirant des catalogues de modes parisiennes. Contrairement à l'usage antérieur des robes de couleurs, voire noires, qui pouvaient être de nouveau portées, la robe blanche — robe d'un jour — est le symbole du gaspillage dans une société devenue plus riche.

La robe est aujourd'hui au cœur de la mise en scène du mariage et fait l'objet d'un choix méticuleux. Le style puise dans un corpus rassemblant tout à la fois noblesse contemporaine, stars de l'écran ou du showbiz, princesses de



Journée du henné, veille du mariage, dans une famille musulmane marocaine vivant en France, 1995.



Mariage célébré à Villiers-le-Bel en 1951. Photo prise dans le hall du manoir de Miraville, restaurant à l'époque, mairie de Sarcelles aujourd'hui.

contes de fée d'hier. Alors que depuis les années 1960, les choix vestimentaires valorisent le confort, la robe de mariée « traditionnelle », au contraire, enserre le corps. Les jupons, traînes et corsets contraignent la mobilité et rendent nécessaires quelques apprentissages pour marcher ou s'asseoir. Cette inclination à porter une robe « de rêve » instaure une coupure entre la jeune femme et l'assemblée des invités.

Que cache le voile ?

Au moment où le christianisme devient officiel à Rome, la remise du voile sur la tête de l'épouse constitua l'un des rites les plus déterminants du mariage. Le voile signifie le mariage en tant que rite de séparation car il montre concrètement la forte coupure symbolique d'un corps retranché à son milieu. Il est le signe que la femme, conduite de la maison de son père à celle de son mari, quitte un groupe familial pour un autre. La mise en scène de la virginité se fait par le truchement d'une robe conservée à l'abri des regards du fiancé jusqu'au mariage, puis « déflorée » au moment de la cérémonie à l'issue de laquelle tout retour en arrière est impossible.

Accessoire de la communiant, la fleur d'oranger représente la pureté et la fraîcheur de la virginité. Elle est faite de cire et les couronnes dont on coiffe les mariées sont en usage jusqu'aux années 1920. Au début du siècle, les confréries des « Enfants de Marie » auraient imposé l'habitude d'ajouter à la couronne un voile. Seul ce dernier subsistera par la suite,

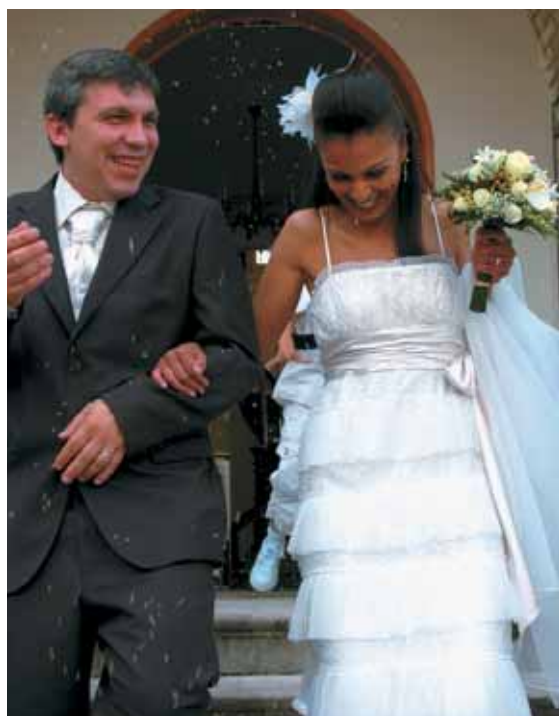
avec plus ou moins de volume suivant les styles de robe et les époques. Voile, ceinture, couronne et bouquet signalent symboliquement l'ouverture et la fermeture du corps de la mariée et donc son passage de la virginité à la sexualité féconde. Chacun de ces éléments enclot le corps de la jeune femme et, au cours du rite, se défait ou se partage.

Epilogue

Depuis la fin des années 1960, les comportements matrimoniaux ont changé : le mariage n'apparaît plus comme le fondement de la constitution du couple, ni comme un rite de passage, le PACS s'est diffusé et le mariage gay tente de s'imposer, des robes de mariée plus simples, quand ce ne sont pas des smokings, entrent en concurrence avec les robes « de princesse ». Aujourd'hui, la norme unique devient la qualité affective de l'union et l'épanouissement personnel de chacun de ses membres. Au nom de cet épanouissement se développent unions libres, divorces et remariages, consécutifs à une séparation et non plus à un veuvage comme aux siècles précédents. Aujourd'hui, 30 % des couples mariés se séparent, ouvrant la large palette des familles recomposées. Mais, plus que jamais, l'amour existe... toujours, puisque tout le monde court après.

Dominique Renaux

Collectif Fusion



Sortie de la mairie à Villiers-le-Bel, sous les poignées de riz jetées par les invités, 2008.

Femmes à l'honneur

FICHE PEDAGOGIQUE PRIMAIRE

Les femmes ayant donné leur nom à une rue ou à un équipement public sont bien moins nombreuses que les hommes. Le territoire de Val de France ne fait pas exception.

Seuls 14 rues et 18 équipements publics, dont 11 établissements scolaires, portent un nom féminin sur le territoire de Val de France. Les femmes ont longtemps été tenues à l'écart des domaines permettant de devenir célèbre, la politique, les arts ou les sciences. Même lorsqu'elles sont parvenues à y jouer un rôle d'exception, l'histoire a eu tendance à les oublier plus facilement que les hommes. Elles sont donc moins souvent honorées.

Ecole Anna Fabre Arnouville

Anna Fabre était enseignante.

Née en 1893 à Paris, elle étudia au lycée Fénelon et devint institutrice en 1912, dans la banlieue sud. Elle épousa en 1915 un instituteur et eut deux enfants. Elle s'installa en 1922 à Arnouville, comme directrice de la nouvelle école de filles du quartier-gare, son mari prenant la charge d'une classe dans l'école de garçons voisine, mais décédant en 1928. Elle dirigea cette école en développant avec la construction de nombreux pavillons à Arnouville jusqu'à son départ en retraite, en 1950. Lors de son décès en 1952, une école maternelle de la gare était en construction. La municipalité lui donna le nom d'Anna Fabre, « en reconnaissance des services rendus par cette directrice pendant de longues années ».

Résidence Jeanne Carnajac Garges

Jeanne Carnajac était une élue de Garges.

Née en 1884 en Saône-et-Loire, ouvrière dans une usine de chaussures parisienne, elle commença à militer au Parti communiste en 1935. Elle fut élue conseillère municipale en 1945 et maire en 1947, comptant parmi les premières femmes à accéder à cette fonction en France. Sous sa direction, Garges se transforma : création de réseaux d'assainissement et d'électricité au Vieux Pays, naissance du grand ensemble Dame Blanche, etc. En 1965, elle laissa sa place de maire, mais resta conseillère municipale jusqu'en 1971 et reçut le titre de « maire honoraire ». Quelques mois après son décès, en 1980, le Conseil municipal décida de donner son nom à la résidence de personnes âgées, inaugurée en 1976.



- Enquêter sur la vie des autres femmes ayant donné leur nom à une rue ou à un équipement
- Compter le nombre d'hommes ayant donné leur nom à une rue ou à un équipement
- Identifier d'autres manières de nommer les rues que le choix d'une personnalité
- Imaginer un nouveau nom pour une rue et argumenter ce choix



Rue Alicia
Sarcelles

Alicia Warnier était la compagne d'un important briquetier sarcellois, Louis Censier.

Née en 1838, dans la Somme, elle mit au monde quatorze enfants, nés entre 1858 et 1880 à Sarcelles ; six d'entre eux devinrent à leur tour briquetiers, à Sarcelles ou dans les communes voisines de Domont et Saint-Brice. Elle n'exerçait pas d'activité professionnelle, mais peut-être apportait-elle son aide à la gestion de la briqueterie. Louis Censier fit construire à Sarcelles à la fin des années 1890 une rue bordée de « villas », qu'il baptisa du prénom de sa compagne.

Avenue
Marie Laurent
Villiers-le-Bel



Marie Laurent était comédienne.

Née en 1825 dans une famille d'acteurs, elle commença sa carrière au théâtre à l'âge de 13 ans et joua jusqu'à sa mort sur les plus grandes scènes parisiennes, en province et à l'étranger. Elle épousa en 1846 le chanteur Pierre Laurent, avec qui elle eut deux enfants ; veuve en 1852, elle se remaria en 1859 avec l'acteur Desrieux. Elle fonda vers 1881 l'Orphelinat des Arts, ce qui lui valut de recevoir la Croix de la Légion d'honneur en 1888. Elle vécut principalement à Paris, mais décéda dans sa villa de Villiers-le-Bel en 1904. Le conseil municipal décida alors de rebaptiser une partie du chemin Margot « avenue Marie Laurent ».

Femmes dans la 2nde guerre mondiale

FICHE PEDAGOGIQUE COLLEGE

Les femmes sont sur tous les fronts pendant les années 1939-45, à Arnouville comme ailleurs. Elles jonglent avec les restrictions, remplacent les hommes au travail, s'engagent dans la Résistance.

Payée en légumes

J'ai trouvé à m'embaucher dans une ferme du pays. Je travaillais aux récoltes de petits pois, à l'arrachage des betteraves et aux moissons. J'étais payée en légumes, que je ramenaïs dans la petite remorque attachée à ma bicyclette. Comme ça ne suffisait pas aux besoins de la famille, je cultivais aussi un petit terrain qu'on avait loué pour faire pousser des pommes de terre.

Dès qu'une affiche annonçait l'arrivée de produits, de longues files d'attente se formaient devant les commerces. Que de temps perdu, avec l'angoisse que tout soit distribué une fois son tour arrivé ! Il fallait aussi se chauffer, les hivers étaient très rudes et le charbon était rare. Pour faire des économies, on retirait du feu la marmite dès que les aliments arrivaient à ébullition et on l'enveloppait d'une couverture pour terminer la cuisson.

Témoignage d'une Arnouvilloise

Du neuf avec du vieux

On raccommodait, on transformait les vieux habits pour qu'ils renaissent sous forme de nouvelles toilettes qui devaient durer longtemps. Tout ce qui était tricoté et usagé était détricoté, puis ret tricoté pour faire des chaussettes ou des pulls. Les vieux manteaux étaient retournés et ainsi semblaient neufs. On confectionnait des robes de chambre avec d'anciens doubles rideaux.

Témoignage d'une Arnouvilloise

Vol de blé

Arnouville. Mme Rosalie O., 37 ans, couturière, a été condamnée à un mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende pour vol de blé.

La Tribune de Seine-et-Oise, 18 décembre 1943



Devant une boucherie de Sarcelles, 1944.



Dès le début du conflit et pendant toute sa durée, les Arnouvilloises sont confrontées à des pénuries en tous genres et à un cortège de rationnements : cartes d'alimentation, de textile, de charbon, etc., établies suivant les différentes catégories de population (J1, J2, J3...) et délivrées par la mairie. Pour faire vivre leur famille, elles pratiquent l'art de la débrouille. A la différence des citadines, elles peuvent cultiver un jardin, mais cela alourdit d'autant leur charge de travail.

Les difficultés sont encore plus grandes pour les nombreuses femmes dont les maris sont au front, prisonniers ou au Service de Travail Obligatoire. Elles sont obligées de travailler pour assurer la survie de leur famille, et ceci malgré la politique du gouvernement de Vichy visant à maintenir la femme au foyer et à encourager la natalité.

Malgré ces dures réalités, des femmes s'engagent dans les réseaux de résistance, parmi lesquelles Léontine Lizart et Mignon Raymonde, qui intègrent le Comité local de libération d'Arnouville créé en août 1944.

■ Etudier

la politique de Vichy envers les femmes ■ Enquêter sur la participation des femmes à la Résistance ■ Imaginer la lettre d'une femme d'Arnouville à son mari au front ■ Faire une recherche sur l'impact des conflits armés actuels sur la vie des femmes

Honneur aux mamans

Selon le vœu du Maréchal, les mamans de France ont reçu dimanche les hommages respectueux de leurs enfants et ceux des représentants de l'Etat et du gouvernement. Dans toutes les communes, au cours de cérémonies officielles, des services religieux, le rôle des mères dans la Patrie Française a été exalté.

La Tribune de Seine-et-Oise, 5 juin 1943

Prime à la natalité

Considérant qu'il est du devoir des municipalités de procéder à toutes les réalisations permettant d'améliorer le sort de la famille, cellule initiale de la communauté nationale, et d'encourager au maximum la natalité pour répondre à la politique familiale de Monsieur le Chef d'Etat, et de coopérer ainsi à l'œuvre entreprise de redressement de la patrie [...] décide dans le but d'encourager les naissances et de remplir son rôle social vis-à-vis de la famille et des jeunes mamans de créer une prime communale à la natalité.

Délibération du conseil municipal d'Arnouville,
24 juillet 1943

Inquiétudes

Je m'inquiétais sans cesse. Mon fils était dans le maquis, mon mari était cheminot, il était très actif dans les réseaux Résistance Fer et Libé-Nord, ma fille aidait à faire de fausses cartes de ravitaillement. Pour ma part, j'ai caché dans ma cave un voisin qui n'était pas retourné en Allemagne après une permission de STO.

Témoignage d'une Arnouvilloise

Courageuse attitude

M^{me} Demusois, la dévouée et sympathique compagne de notre ami Antoine Demusois, député-maire [...], recherchée par la police de Pétain, s'était réfugiée près de Chartres et continuait dans l'illégalité le combat contre l'occupant. Elle avait caché un officier aviateur de la RAF, seul survivant d'un avion abattu par les boches. Cet officier, canadien de retour dans son pays, n'a pas, lui aussi, oublié celle qui l'avait sauvé et à plusieurs reprises a écrit à Jeannette pour la remercier.

Renaissance de Seine-et-Oise, 29 juin 1946



A Arnouville, en 1944, au moment de la Libération, devant le pont du Cottage et dans le quartier-gare.

A méditer Mesdames

N'oubliez pas Mesdames que les permissionnaires que vous recevez, j'en suis certain, avec toute votre affection, vous reviennent avec peut-être moins de patience qu'avant. Ils doivent trouver chez les civils et surtout auprès de leurs femmes, sœurs, mères, un écho à leur propre sentiment. [...] Adaptez-vous à cette situation, cela vous sera facile, votre tendresse vous facilitera cette tâche, et ce faisant, vous contribuerez à démolir par avance la barrière qui pourrait se dresser entre l'armée et « ceux de l'arrière ». Le P.S.F. d'Arnouville.

La Tribune de Seine-et-Oise, 11 mai 1940

Des droits pour toutes

FICHE PEDAGOGIQUE LYCEE

Les mouvements féministes ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des droits des femmes. Leur combat continue à travers des initiatives telles que la Marche Mondiale des Femmes de 2005, à laquelle a participé une délégation de Sarcelles, en se rendant à Ouagadougou, étape finale de la marche.

Pour un autre monde

Nous formons plus de la moitié de l'humanité. Nous donnons la vie, travaillons, aimons, créons, militons, nous distrayons. Nous assurons actuellement la majorité des tâches essentielles à la vie et à la continuité de cette humanité. Pourtant notre place dans la société reste sous-évaluée. La Marche Mondiale des Femmes dont nous faisons partie, identifie le patriarcat comme le système d'oppression des femmes. [...] Nous proposons de construire un autre monde où l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus, où l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et tous sont respectés. Cette Charte se fonde sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix.

Préambule de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité



Patchwork de tissus représentant les revendications des femmes de chaque pays

Etapes de la marche

Brésil - Paraguay - Argentine - Bolivie - Pérou - Equateur - Colombie - Haïti - Cuba - Honduras - El Salvador - Mexique - Etats-Unis - Canada - Québec - Turquie/Grèce - Italie - Portugal - Galice - Pays basque - France - Belgique - Pays Bas - Danemark/Suède - Roumanie - Bulgarie - Suisse - Castille/Catalogne - Australie - Japon - République de Corée - Philippines - République démocratique populaire de Lao - Thaïlande/Birmanie - Inde - Pakistan - Azerbaïdjan - Liban - Tunisie - Jordanie - Jérusalem - Soudan - Grands lacs africains (Congo/Rwanda/Burundi) - Mozambique - Afrique du sud - Cameroun - Niger/Bénin - Guinée - Sénégal - Mali - Burkina Faso.



Débats des représentantes des collectifs venus du monde entier

Dès le XIX^e siècle, des femmes se sont organisées à l'échelle mondiale, revendiquant notamment le droit de vote et l'égalité homme-femme au travail. Ce féminisme international a connu des hauts et des bas et s'est transformé au fil des décennies. Il ne constitue pas un mouvement unique, mais s'exprime à travers des organisations aux principes et aux profils divers.

La Marche Mondiale des Femmes est un réseau constitué de 6000 groupes de femmes issus de 164 pays, créé en 1998. Il a adopté en 2004 une *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* dont il a organisé un relais mondial en 2005. Partie du Brésil le 8 mars, Journée internationale de la femme, la marche est passée par de nombreux pays avant d'arriver au Burkina Faso le 17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Un collectif de femmes s'est constitué à Sarcelles pour participer à cette ultime étape, avec le soutien de la municipalité et d'associations sarcelloises, notamment l'Association des Femmes du Quartier Watteau et Femmes Solidaires et Actives.

De Sarcelles à Ouagadougou

Des femmes de Sarcelles étaient allées à Marseille pour l'étape française de la marche. On a appris que la marche se terminerait à Ouagadougou et on a eu l'idée de créer un collectif pour y aller. C'était important qu'une délégation sarcelloise puisse participer à ce combat égalitaire, et aussi représenter tout le travail effectué par les femmes dans l'est du Val-d'Oise, au quotidien ou dans des associations. On a organisé deux soirées de sensibilisation, avant et après le voyage, pour faire connaître cette initiative autour de nous.

Témoignage d'une femme du collectif sarcellois



Le collectif sarcellois à la manifestation



Statue de la Place de la Femme pour la Paix, inaugurée pour l'arrivée de la marche mondiale

Comme une chaîne

Ils avaient organisé cette marche mondiale comme une chaîne, dans chaque pays un carré de tissu était cousu pour représenter les revendications des femmes du pays. On a fait une grande manifestation qui a traversé toute la ville, et on a assisté à l'inauguration de la Place de la Femme pour la Paix, avec un lâcher de colombes. Des femmes étaient venues du monde entier. C'était très émouvant.

Témoignage d'une femme du collectif sarcellois

■ Etudier

l'histoire de la Journée internationale de la femme

- Retracer le parcours de la marche sur une carte
- Comparer les droits des femmes dans deux des pays où s'est arrêtée la marche
- Dessiner le symbole d'une des valeurs de la charte

Emblématique

Les revendications peuvent être différentes d'un pays à l'autre, mais il y a aussi des points communs. Yves Rocher avait une filiale à Ouagadougou, les femmes étaient très mal payées, et elles ont été renvoyées sans indemnités. Pour les soutenir, une action a été menée lors de la marche mondiale et finalement, les droits de ces femmes ont été régularisés. C'est assez emblématique de la femme qui est exploitée, qui est remerciée sans que ses droits soient respectés.

Témoignage d'une femme du collectif sarcellois



Rencontre du collectif sarcellois avec les ouvrières de la filiale d'Yves Rocher

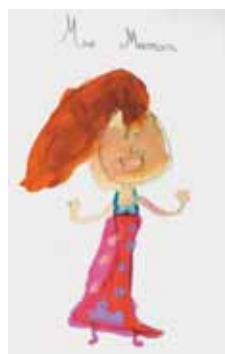
Solidaires

On n'allait pas faire autant de kilomètres sans voir la réalité du pays. On a par exemple visité une coopérative de femmes qui font du maraîchage et du beurre de karité. On a été émue par les difficultés qu'elles rencontrent. Alors on leur a acheté du beurre de karité, et on l'a vendu à Sarcelles. Grâce à l'argent qu'on a collecté, elles ont pu acheter des brouettes, des pelles et des arrosoirs. Elles nous ont envoyé des photos d'elles avec ces outils, elles étaient tellement contentes!

Témoignage d'une femme du collectif sarcellois

Autres Regards

Une sélection proposée par
la Maison des arts Louis Aragon,
Garges-lès-Gonesse



Autoportraits en trois

*Photos argentiques, puis montages et impressions numériques.
Atelier d'arts plastiques 14-18 ans avec Andras Gál,
EMAP Garges, 2008.*



Femmes en Voix,

Reportage photographique sur le festival Femmes en Voix, Monique Cabasso, 2008.





Maman chérie
Atelier d'arts plastiques
8-10 ans avec Andras Gál,
EMAP Garges, 2008.

La femelle bâtonnet



Nom scientifique : femellia maigria
Genre : filiforme
Ordre : régimovore
Répartition : très répandue dans les villes
Taille : 1,70 m
Vie en troupeau : non
Menu : protéines diluées dans de l'eau
Particularités : très sociable envers ses futurs partenaires masculins, elle n'accepte pas la présence d'une autre femelle, considérée comme rivale
Cri : mmmh!
Signes distinctifs : on la reconnaît très facilement grâce à l'odeur qu'elle dégage pour attirer le mâle.



Le guide du zumal

Une encyclopédie sur le genre humain rédigée par les animaux, Lucie Limont, Sarcelles.

p o u r e n s a v o i r p l u s

Bibliographie

Actes de la Journée égalité hommes-femmes, Conférence des Grandes écoles, 30 mars 2006.

Arnaud P. et Terret T. (dir.), *Histoire du sport féminin*, L'Harmattan, 1996.

Bensadon N., *Les droits des femmes des origines à nos jours*, PUF, 1999.

Bordet J., Champagne B., *Recherche-action sur les conditions de vie de familles du Val d'Oise issues de l'immigration africaine*, CSTB, Pôle de ressources départemental Ville et développement social, AFAVO, 2008.

Bulot C., Poggi D., *Droit de cité pour les femmes*, L'Atelier, 2004.

Derainne P.-J., *Un siècle de vie associative à Garges-lès-Gonesse*, Val de France, 2007.

Diebolt E., Douyère-Demeulenaere C. (dir.), *Un siècle de vie associative : quelles opportunités pour les femmes?*, Colloque des 14-15-16 mai 2001, Femmes et Associations, 2002.

Duby G., Perrot M., *Histoire des femmes en Occident*, 5 volumes, Plon, 2002.

«Femmes contre la violence», *Hommes et migrations*, mars-avril 2004.

Fraisse G., *Les femmes et leur histoire*, Gallimard, 1999.

Géliot C., *Mel Bonis femme et compositeur (1858-1937)*, L'Harmattan, 2000.

Godineau D., *Les femmes dans la société française*, Armand Colin, 2003.

Gubin E. et alii, *Le siècle des féminismes*, L'Atelier, 2004.

Knibiehler Y., *Histoire des mères et de la maternité en Occident*, PUF, 2000.

L'entrée en politique des femmes en banlieue nord, Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Université Paris 13, 2002.

Launay F., *Les compositrices en France au XIX^e siècle*, Fayard, 2006.

Le Tirant D., *Paroles et images d'elles*, Ecomusée de Fresnes, 2006.

Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la ville, Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, 2004.

Mariage images, une photo de famille, Conseil général du Val-d'Oise, 1996.

Maruani M., *Travail et emploi des femmes*, La Découverte, 2003.

Mosconi N., *Femmes et rapport au savoir : la société, l'école et la division sexuelle des savoirs*, L'Harmattan, 1994.

Papieau I., *Portraits de femmes du faubourg à la banlieue*, L'Harmattan, 2005.

Rémy M., *Histoire des mouvements des femmes*, L'Harmattan, 1990.

Renaux D., *Alliances*, Collectif Fusion, 1998.

Ripa Y., *Les femmes actrices de l'histoire : France, 1789-1945*, Armand Colin, 2002.

Rogers R. (dir.), *La mixité dans l'éducation. Enjeux passés et présents*, ENS Editions, 2004.

Rogers R., *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*, Presse Universitaire de Rennes, 2007.

Schweitzer S., *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Odile Jacob, 2002.

Segalen M., *Amours et mariages de l'ancienne France*, Berger-Levrault, 1981.

Segalen M., *Eloge du mariage*, Gallimard, 2003.

Verdier Y., *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Gallimard, 1983.

Webographie

www.mel-bonis.com Informations sur la compositrice Mel Bonis

www.marchemondiale.org Ressources sur la marche mondiale des femmes

<http://musea.univ-angers.fr> Musée virtuel sur l'histoire des femmes

www.femmes-histoire-immigration.org Outils pour l'histoire des femmes dans l'immigration

www.femmesetassociations.org Ressources pour l'histoire des femmes dans les associations

<http://bu.univ-angers.fr/EXTRANET/CAF/index.htm> Site du centre des archives du féminisme avec des documents d'archives en ligne

<http://clio.revues.org> Site de la revue *Clio*, Histoire, femmes et sociétés

www.observatoire-parite.gouv.fr Dossiers et état des lois

www.inegalites.fr Etat des lieux des inégalités liées au genre

www.egalite-mixite.com Informations et témoignages sur l'égalité hommes-femmes au travail

www.ducotedesfemmes.asso.fr Site de l'association *Du côté des femmes*, avec des ressources sur les relations garçons-filles

www.penelopes.org Site de débats et d'informations sur les femmes

www.cnrs.fr/mpdf Etudes et ressources sur la place des femmes dans le monde scientifique

www.assemblee-des-femmes.com Dossiers sur la parité en politique et les droits des femmes

Pour l'enseignement

Egalité, parité, mixité, CRDP Poitou-Charentes, 2008, DVD.

Etre une femme : les trente dernières, Galilée, CNDP, VHS.

«Femmes-hommes, quelle égalité?», *Textes et documents pour la classe*, n° 848, 2003.

Godard P., *Des femmes dans l'histoire : du IX^e à nos jours*, Autrement Junior, 2001.

Martinetti F., *Les droits des femmes*, CRDP Nice, 2007.

Perrot M., *Il était une fois... l'histoire des femmes*, Lunes, 2001.

Rosenstiehl A., *Filles*, Autrement Jeunesse, 1998.

Vincent B., *Filles = garçons ? L'égalité des sexes*, Autrement Junior, 2001.

chantiers du PATRIMOINE



le tissu de la mémoire
habille la Muette



historiens en herbe



l'histoire par les lieux



laboratoires de talents



l'invité : Génériques



Au centre social du Plein Midi.



Une des réalisations du Tissue de la mémoire.



Elie Rojas et Céline Ambono à l'atelier couture de la Muette.



A l'atelier couture de La Muette.



Le tissu de la mémoire habille La Muette

Elie Rojas est artiste plasticienne. Avec ses anciens élèves de l'école municipale d'arts plastiques de Garges-lès-Gonesse où elle enseignait, elle a créé en 2003 l'association « Le tissu de la mémoire ». Un projet qu'elle décline aussi avec les femmes de l'atelier couture de La Muette...

Une fois par semaine, au centre social du Plein Midi, les membres de l'association « Le tissu de la mémoire » expriment ensemble leurs histoires personnelles et collectives à grand renfort de fils et d'aiguilles et de tissus de récupération. Leurs « patchworks de mémoire », des œuvres plastiques surprenantes, illustrent des thèmes choisis en commun. En ce moment, ils travaillent sur la transparence. Alain, trésorier de l'association, aime combler les trous de la mémoire collective tout en racontant son histoire personnelle. Il a choisi de reproduire le mémorial des disparus de la guerre d'Algérie situé au Quai Branly, sur lequel figure le nom de son frère. Récemment, Elie Rojas a initié les membres de l'association à la lirette, une méthode de tissage ancienne d'origine saintongeaise. La technique est simple : sur des sacs de café en toile de jute, on tisse au crochet des bandes de textiles chamarrés de toutes matières.

L'animatrice de l'atelier couture du centre social Dulcie September de La Muette, Céline Ambono, a découvert les travaux du « tissu de la mémoire » lors de la fête annuelle du centre social du Plein Midi. Ils lui ont donné l'idée de proposer aux femmes de son atelier d'utiliser la technique de la lirette pour habiller « l'un des piliers déplacés de Dulcie ». Explications. La rénovation du quartier de La Muette prévoit en effet la destruction du centre social Dulcie September et son remplacement par un nouveau centre, à l'horizon 2009. « Nous avons consulté les habitants du quartier pour leur demander ce qu'ils souhaiteraient conserver de leur ancien centre

social », explique Yahia Mahcer, le directeur du lieu. A l'unanimité, les habitués du centre ont voulu garder les huit piliers porteurs de Dulcie September pour les réimplanter dans le futur centre culturel et social. Chaque pilier fait l'objet d'un projet qui inscrit la mémoire du lieu et du quartier.

« Notre projet artistique est motivé par l'échange et le métissage. Rien ne me plaît autant que d'essaimer des "tissus de la mémoire" et de permettre aux gens d'inscrire de cette façon leur vécu », explique Elie Rojas, elle-même réfugiée politique chilienne, arrivée en France dans les années 1970. Elle connaît donc bien les « arpilleras », ces œuvres de tissu créées par les femmes du peuple d'Amérique du Sud pour raconter leur quotidien. A l'instar de ces réalisations, les patchworks et les lirettes tissés au centre du Plein Midi et à La Muette témoignent de l'histoire de leurs auteurs, venus des quatre coins du monde.

Le soleil tape sur « Dulcie ». Autour du métier à lirette, cinq femmes s'affairent armées de crochets et de bandes de tissus aux tons vifs et joyeux. Jeanette est originaire de Côte-d'Ivoire, Fatma d'Algérie, Aïssata du Sénégal, Sylvia d'Espagne... La Guadeloupéenne Christiane est la doyenne du groupe. Elle achève le tissage du soleil de Marie-Galante, et raconte :

« Lorsque je suis arrivée à La Muette, c'était la campagne, l'été nous partions pieds nus cueillir des poires et des cerises sur le bord des chemins... » A y regarder de plus près, leur lirette raconte une foule de souvenirs. Céline, qui est d'origine camerounaise, décrypte ce tissage : « Ce mammoth représente le magasin du même nom aujourd'hui disparu ! Ici, le toboggan de l'ancienne aire de jeux des enfants, et là, la croix verte de la pharmacie qui va disparaître... »

Sophie Jobez

Exposition à la bibliothèque de Garges du 13 décembre 2008 au 3 janvier 2009 et à l'espace Lino Ventura de Garges en mars 2009.

Historiens en herbe

A Arnouville-lès-Gonesse, des élèves de CM2 ont enquêté avec la Mission Mémoires et Identités en Val de France sur la création de la gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville et réalisé avec la bibliothèque l'exposition « Ma commune a changé au cours de l'histoire ».

La Mission Mémoires et Identités en Val de France ne se contente pas de mener des études sur l'histoire du territoire. Elle associe à ses travaux de recherche des groupes, des associations ou des classes, pour les initier à la démarche historique et partager avec eux la passionnante découverte du passé. Cette fois, c'est une classe de CM2 de l'école Jean Jaurès d'Arnouville-lès-Gonesse qui a participé à un atelier d'histoire sur la création de la gare, organisé en partenariat avec la bibliothèque intercommunale d'Arnouville et le service éducatif des Archives Départementales du Val-d'Oise.

Les élèves ont ainsi pu découvrir de manière active un pan de l'histoire de leur commune. Tels des apprentis-historiens, ils ont étudié des documents d'archives : cartes postales, plans, recensements de population et délibérations du conseil municipal. Ils ont appris comment se conservait ce précieux patrimoine sans lequel la recherche historique est impossible, en visitant les archives départementales, à Cergy. Ils ont enquêté à la gare, pour étudier tout ce qui avait changé depuis la naissance de la voie ferrée, un siècle et demi plus tôt. Pour finir, les historiens en herbe ont été mis à contribution pour réaliser une exposition qui raconte leurs découvertes.

« Ma commune a changé au cours de l'histoire » présente l'évolution d'Arnouville entre 1859 et 1912, racontant la naissance de la gare en 1859, le développement des briqueteries aux alentours, la transformation des métiers des habitants, la création des nouveaux lotissements au début du XX^e siècle...

Mise en images par une illustratrice de talent et présentée à la bibliothèque d'Arnouville en juin dernier, l'exposition a séduit les visiteurs. Parmi eux, les élèves d'autres classes d'Arnouville, à l'intention desquels les auteurs de l'exposition ont même conçu un questionnaire qui permet de vérifier ses connaissances après la visite. Les travaux des élèves sont aussi présentés dans l'ouvrage *La gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville et son territoire 1859-1939*, publié par Val de France.

« De tels projets ont un grand intérêt pédagogique », observe Annie Oven, professeur de cette classe de CM2, « les enfants ont pu aborder par le biais de l'histoire locale de nombreux points du programme, comme la révolution industrielle ou l'urbanisation. Et ils ont appris comment travaillent les historiens. Les bénéfices sont transdisciplinaires. La rédaction de textes est par exemple un exercice très utile. » L'enseignante a été aussi sensible à l'intérêt des parents d'élèves, venus en nombre lors du vernissage de l'exposition, et pas peu fiers des travaux de leur progéniture. Quant aux apprentis-historiens, ils avouent qu'au début l'idée d'étudier quelque chose de si « vieux », les a laissés un brin perplexes. « Mais après, nous avons trouvé cela bien de voir comment Arnouville était avant et de découvrir des métiers qui n'existent plus » disent-ils, en ajoutant : « Ce qui nous a aussi intéressés, c'est de pouvoir montrer à d'autres enfants notre travail avec l'exposition. »

Et quand on les interroge sur ce qui les a le plus surpris lors de cette étude, ils répondent : « Qu'à l'époque, la gare d'Arnouville ne s'appelait pas "gare d'Arnouville" ! »

S. J.

Exposition à voir dans les bibliothèques de Villiers-le-Bel en 2009 : du 3 au 14 mars, bibliothèque Henri Wallon, du 17 mars au 27 mars, bibliothèque Jean Jaurès, du 1^{er} au 30 avril, bibliothèque Aimé Césaire.



Travail sur les recensements aux Archives départementales.



Visite de la gare, en présence de M. Bonnard, vice-président à la Culture de Val de France.



Ouvrage publié par la MMIV.



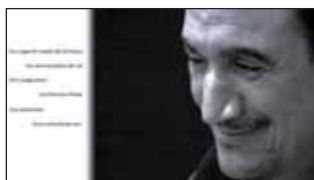
Présentation de l'exposition lors de son vernissage.



Laboratoire de talents



D'un visage à l'autre
à la bibliothèque Alcazar
de Marseille.



Extrait de l'exposition
D'un Visage à l'autre.



Papier de mémoire, mémoire de
papiers.



Les élèves du collège Léon
Blum et les collégiens de
Varsovie au Parlement
européen de Strasbourg.

Dans le cadre d'ateliers artistiques, les élèves de troisième du collège Léon Blum de Villiers-le-Bel réalisent chaque année un projet de mémoire. A leur actif une trilogie, un documentaire, une exposition itinérante et plusieurs prix.

Les ateliers artistiques des élèves de troisième du collège Léon Blum de Villiers-le-Bel sont un petit laboratoire prolifique de mémoire, de talents, et de bonne humeur. Ils sont animés depuis six ans par les professeurs de lettres et d'histoire-géographie, Alain Degenne et Renaud Farella, et par la secrétaire du collège, Nadine Guillaneuf. Tous les ans, de nouveaux élèves participent à un projet original. Ils endossent le rôle du documentaliste, utilisent l'écriture, la photo, le cinéma, et souvent la fiction pour décrire une réalité historique... C'est ainsi que les élèves de ces ateliers artistiques sont auteurs d'une trilogie publiée par les éditions L'Harmattan (« Ecrire sur le XX^e siècle ») : *Le Journal de Louis Joubert*, (Verdun 1916), *Carnet de bord*, (Villiers-le-Bel 1940-1944) et *Lettres croisées*, (Oran-Villiers-le-Bel 1961-1962)*. Ils ont encore réalisé *Couleur Mosaïque*, une série de films documentaires sur le quartier des Carreaux édité en DVD par Val de France.

17h30, lundi. Le collège Léon Blum est presque vide. Laura, Amira, Sémy, Quentin, Alexandre et Nadia sont assis en cercle, chacun un mystérieux coffret posé devant soi. Catherine Treccani, religieuse à Ecouen, les a aidés à le personnaliser au moyen de vieux papiers et magazines des années 1960. Ce coffret c'est *Papiers de mémoire, mémoire de papiers*. Laura explique le projet : « Cette boîte à secrets appartient à Ahmed Hadjib, un jeune Algérien de 20 ans que nous avons inventé. Son père est mort sur le front en 1944. Il est arrivé en France à 4 ans, chez son oncle qui habitait un bidonville de Nanterre. Plus tard, il est entré chez Citroën et a vécu au foyer de l'usine

d'Aulnay à Villiers-le-Bel... » Ils ont façonné les souvenirs fictifs de leur personnage. Le coffret-puzzle contient pêle-mêle la photo du père d'Amed disparu, celle d'Edith, l'ouvreuse du Louxor dont il est amoureux, un dessin de la DS 19 assemblée sur les chaînes d'Aulnay, une punition « Je ne dois pas parler en arabe à l'école »... En mai dernier, les collégiens ont présenté leur coffret et le livret qui l'explique à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Cette année, les élèves ont aussi repris le flambeau de l'exposition de leurs prédécesseurs, *D'un visage à l'autre, regards croisés sur l'histoire de France et d'Algérie, d'hier et d'aujourd'hui*, qu'ils ont présentée à l'Unesco et à la bibliothèque Alcazar de Marseille. Chaque module de l'exposition correspond à une interview d'une femme ou d'un homme, connu(e) ou inconnu(e), dont l'histoire personnelle est liée à l'Algérie. Les élèves ont notamment rencontré Mourad Merzouki, danseur-chorégraphe, Fellag, comédien, Belkacem Smaili, fondateur à Sarcelles de l'association « Au nom de la mémoire du 17 octobre 1961 », Pierre Becvort, ancien appelé du contingent, Lydia Meziani, chargée de mission à la Citoyenneté, etc. Sous l'œil du photographe Guillaume Lecoque, les élèves ont posé des questions intimes, loin des clichés sur l'immigration : « De quoi rêvez-vous encore ? », « Quel est votre plus grand regret ? ». Puis, ils ont sélectionné leur photo préférée et traduit en quelques mots ce que chaque rencontre leur a inspiré. *D'un visage à l'autre* a obtenu le prix 2007 de la Fondation Evens pour l'Education Interculturelle « Apprendre dans la diversité » et a débouché sur un échange avec un collège de Varsovie et un projet commun, *Collier d'Europe*.

S. J.

* Les Lettres croisées d'Oran-Villiers-le-Bel ont obtenu le prix René Cassin pour la paix et inspiré le projet *D'un visage à l'autre*.

L'histoire par les lieux

L'association « Sarcelles et son histoire » a lancé en décembre dernier le premier itinéraire de « l'histoire par les lieux ». Le principe est simple : découvrir Sarcelles au travers de visites guidées qui racontent les petites et les grandes histoires de lieux mythiques, dont les Sarcellois ignorent souvent le passé...

« **S**e déplacer sur place permet de s'approprier les lieux et par extension de mieux vivre ensemble », note Gilbert Morin, le président de l'association « Sarcelles et son histoire ». Le premier itinéraire de « l'histoire par les lieux » explore le berceau de Sarcelles, son village. Le parcours débute à la Maison du patrimoine, l'ancienne propriété Grimard dont la construction remonte à 1866, par une exposition qui décrit, en neuf panneaux illustrés, la visite que l'on va effectuer...

On se dirige tout d'abord vers la place de la Libération. Sur ce site, de récentes fouilles archéologiques ont mis à jour des vestiges de l'époque mérovingienne qui permettent de dater le début du village. On traverse ensuite le square Hattersheim pour rejoindre l'église Saint-Pierre-Saint-Paul. L'édifice porte les traces de plusieurs époques : un clocher du XII^e siècle, des ouvertures romanes et gothiques et un portail Renaissance. Puis on visite le parc de Miraville, son manoir construit en 1885, racheté par la ville en 1963, et transformé depuis en hôtel de ville. On poursuit par la maison Giraudon, dite du « cèdre bleu ». Dans son majestueux parc traversé par le Petit Rosne, on peut admirer un tulipier de Virginie plus que centenaire. On se dirige alors vers l'ancienne place des Marais, pour découvrir aux abords du Petit Rosne les vestiges du lavoir et le Saut-du-loup, l'ancien abreuvoir. Pour finir, on rejoint via le bois Leblanc aménagé en promenade et où débute l'actuelle coulée verte, la rue Victor-Hugo.

Au numéro 7, la maison s'appelle « Le béguinage ». Ici vécurent et se croisèrent trois personnalités sarcelloises emblématiques : Felix Felixovitch Youssouppoff, l'assassin présumé de Raspoutine, le docteur Charles Artin, médecin centenaire qui exerça jusqu'à sa mort, fournit de faux certificats aux Sarcellois pour échapper au STO durant l'Occupation et participa activement à la vie littéraire de son époque, et la compositrice Mel Bonis, élève de César Franck. La visite s'achève place de Verdun, ancienne place des Ecoles où fut bâtie la première école de Sarcelles et où se trouve également l'ancienne salle des fêtes de la ville qui vient de fêter ses 100 ans.

A partir de cette exposition-parcours, les trois protagonistes de « Sarcelles et son histoire »* ont travaillé avec le comédien et metteur en scène Olivier Thébault, et sa compagnie l'Orange bleue, en résidence à Sarcelles. Cette collaboration a permis d'enrichir la visite de plusieurs saynètes artistiques : un slam, les Sarcellades** revisitées et une mini-pièce de théâtre sur le Saut-du-loup, lavoir communal et « hôtel des médecines ».

Les particuliers, associations et scolaires qui souhaitent participer à l'aventure peuvent définir avec les membres de l'association, qui seront leurs guides, la durée de la visite. Aujourd'hui, « Sarcelles et son histoire » réfléchit aux développements de cette formule qui s'installe avec succès. Elle souhaiterait intégrer ses panneaux historiques au mobilier urbain de la ville. Et prépare déjà un parcours guidé du Grand Ensemble où elle envisage d'ouvrir une seconde antenne...

S. J.

*Gilbert Morin, président; Jean-Claude Veyron-Churlet, vice-président, et Nadège Lembakoali, chargée de mission à la valorisation du patrimoine.

** pamphlet de doléances sarcellois antérieur à la Révolution française.



Inauguration de l'exposition en présence de M. Pupponi, député-maire de Sarcelles.



Panneau de l'exposition.



Le Saut-du-Loup, place des Marais.



Visite avec une classe de l'école primaire A. Camus.

En bref

La ville dans tous ses états

Penser, rêver, écrire la ville est un ambitieux projet mené au lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles en 2007-2008. Les élèves de toutes les classes de seconde y ont participé, encadrés par des professeurs de toutes les disciplines.

Débats, visites et recherches ont ponctué ce travail explorant les diverses facettes de la ville, des utopies urbaines aux questions écologiques, des villes d'hier aux villes de demain, de Sarcelles à Rome, Berlin ou New York. Chaque classe a ensuite préparé un module d'une exposition collective, installée dans l'ensemble du lycée et présentée aux autres élèves et aux parents lors d'une journée portes ouvertes qui a eu beaucoup de succès, le 7 juin dernier. Cette réalisation a été d'autant plus appréciée qu'elle s'est déployée dans des locaux entièrement rénovés, après des mois de travaux au lycée.

Sarcelles en photos

Après avoir fêté le cinquantième anniversaire du Grand Ensemble, la Ville de Sarcelles a voulu garder la mémoire de cet événement, et plus particulièrement de l'exposition de photographies organisée à cette occasion, en publiant *Sarcelles en photos*. Elle a confié la préparation de cet ouvrage au Club des Belles Images, la dynamique association de photographes sarcelloise. Les photographies d'hier, réalisées



par Jacques Windenberger, côtoient les images d'aujourd'hui, proposées par les membres du Club, ainsi que par Thierry Ozil et le collège Evariste Galois, dressant le portrait d'une ville riche de sa diversité culturelle et de sa jeunesse.

2^e édition de Photosoc

Après une première manifestation en 2006, le festival *Photosoc* récidive à Sarcelles du 20 septembre au 5 octobre 2008. A l'image de son fondateur, Xavier Zimbardo, Sarcellois mais habitant du monde, le festival *Photosoc* veut être un témoin du quotidien à l'échelle de la planète, pour montrer «la vraie vie, la riche vie des gens simples».

Aux côtés de grands professionnels seront présentés de jeunes créateurs, à qui le festival veut servir de tremplin.

Dans cette perspective, un concours a été ouvert auquel près de 300 participants ont répondu. L'ambition de *Photosoc* est de devenir un événement majeur, dans le domaine de la photo.

Le but de la manifestation est aussi de donner une image valorisée de la ville, loin des habituels clichés auxquels les médias réduisent trop souvent la banlieue.

www.photosoc.org
www.xavierzimbardo.com

Métissages en revue

Identité et altérité, c'est le titre du dernier numéro de la revue *Sakamo* éditée par le «Collectif Fusion». Un numéro en forme de catalogue, pour illustrer l'exposition que les élèves du collège Martin Luther King de Villiers-le-Bel ont préparée autour de ces questions. Ils ont été associés à l'écriture des textes et au choix des sujets proposés par les rédacteurs de la revue. La synergie entre cette publication et les



actions menées par le «Collectif Fusion» ne s'arrête pas là. Les collégiens de Martin Luther King ont élaboré un questionnaire sur l'identité et animé un débat sur ce sujet à l'Espace Marcel Pagnol de Villiers-le-Bel, dont ils ont tiré un film disponible en DVD.

Le prochain numéro de *Sakamo* à paraître portera sur le métissage. Il sera illustré par des autoportraits réalisés par des élèves de cinquième de ce même collège. www.fusion.asso.fr

Les «Petits Débrouillards» aux Carreaux

La mission de rénovation urbaine des Carreaux de Villiers-le-Bel souhaite que les enfants s'approprient la rénovation de leur quartier. C'est pourquoi elle a demandé aux «Petits Débrouillards», une association spécialisée dans les activités scientifiques et techniques pour les enfants, d'organiser des ateliers dans le quartier des Carreaux.

A l'école Jean Jaurès, certains élèves ont travaillé sur l'eau et la géothermie tandis que d'autres se sont penchés sur l'histoire de l'école et sa rénovation.

Les questions de sécurité routière ont été abordées à l'école Gérard Philipe, les métiers du bâtiment au collège Léon Blum, le développement durable

à la maison de quartier Boris Vian, la rénovation des immeubles d'habitation au centre de loisirs Anatole France. Tous ces ateliers déjà réalisés ou encore en cours sont valorisés par une exposition.

Regards et Mémoires

Les 15 et 16 juin derniers les élèves du collège Paul Eluard de Garges-lès-Gonesse ont présenté *Regards et Mémoires*, un parcours guidé de deux heures proposé à l'issue de dix-huit mois de réflexion artistique sur le thème de la mémoire et de l'identité. Une centaine de collégiens ont participé aux ateliers préparatoires à cette manifestation, organisés dans le cadre de l'accompagnement éducatif du soir. Chacun a apporté sa pierre à la création



de ce parcours mêlant arts plastiques, danse, théâtre, musique, images et sons. Camarades de classes, parents, voisins, curieux, ils ont été nombreux à venir apprécier ce travail tissant la mémoire des hommes et des lieux. De quoi satisfaire ceux qui ont initié ce projet ou s'y sont impliqués, les professeurs du collège, l'association «Double Face» et le «Collectif Fusion».

Mémoire des quartiers

Dans le cadre des importants programmes de rénovation urbaine menés à Garges-lès-Gonesse, les projets de mémoire sont nombreux. Ainsi, dans le quartier Dame Blanche Ouest, trois classes ont réalisé, sous la conduite de deux plasticiens, des fresques et des dessins que leur inspirait le chantier de démolition-reconstruction de l'école

Marcel Cachin, rebaptisée Jean de La Fontaine après les travaux. Leurs œuvres sont venues habiller les palissades qui entouraient le chantier et des parties seront conservées dans l'enceinte du nouveau bâtiment. Du côté du quartier des Doucettes, on a opté pour la photographie. Un photographe professionnel a été chargé d'encadrer les habitants, de 12 à 100 ans, qui souhaitent suivre la transformation du quartier et en témoigner par l'image. Une restitution publique aura lieu à l'issue des travaux.

Rendez-vous avec les orchidées

L'Institut thérapeutique et pédagogique Pierre Mâle donne chaque année plus d'ampleur à sa participation aux *Rendez-vous aux jardins*, une manifestation nationale organisée le premier week-end de juin.

Cette année il a ouvert les portes du château d'Arnouville à une proposition originale : le premier rassemblement d'orchidées en Val-d'Oise, présenté par la très active association «Orchidées 95». Ces passionnés ont pu bénéficier de l'aide des jeunes apprentis de l'ITEP, formés à l'horticulture. Le public a pu admirer de très beaux spécimens et trouver les conseils de professionnels pour cultiver et faire refleurir leurs plantes. Les organisateurs espéraient recevoir 1000



visiteurs ; ils en ont vu plus de 2000. Cette réussite est un encouragement pour renouveler l'opération en 2009.

Théâtre historique

L'association «Arnouville et son passé» a un nouveau projet : reprendre, vingt ans après leur création, et unique représentation, les *Chroniques arnouilloises*, écrites par Jean-Jacques Vidal à partir de documents historiques pour raconter Arnouville au temps de la Révolution française, sous une forme théâtrale. L'association a besoin d'une quinzaine de comédiens amateurs. Aucune expérience n'est requise sauf l'envie de participer à une aventure collective et ludique. Pour des représentations prévues en juin et en septembre 2009, les répétitions ne vont pas tarder. Faites-vous vite connaître auprès de Jean-Jacques Vidal, le président de l'association. Vous pourrez notamment le rencontrer lors des Journées du patrimoine, à l'occasion de la présentation d'une exposition sur l'histoire de l'urbanisation de la commune. www.arnouvilleetsonpassee.free.fr

Avec et pour les enfants

La Mission Mémoires et Identités en Val de France a déjà mené plusieurs travaux sur l'histoire des grands ensembles de Sarcelles, Garges et Villiers-le-Bel. Il manquait cependant encore une étude synthétique, qui permette de connaître l'ensemble de cette histoire, des premières constructions dans les années 1950 jusqu'à la rénovation urbaine d'aujourd'hui. Ce nouveau chantier de recherche vient de s'ouvrir. Il associera des élèves d'écoles primaires et aboutira à une publication pour les enfants, afin d'offrir un support aux actions engagées par les Missions de Rénovation Urbaine auprès des jeunes habitants des grands ensembles de Val de France, dans les centres de loisirs, les écoles primaires et les collèges.



L'affiche de l'exposition France des étrangers, France des libertés.



Migrance la revue éditée par Génériques.



Vue de l'exposition France des étrangers, France des libertés.

L'invité : Génériques

L'association « Génériques » **entreprend et soutient toute action permettant d'améliorer la connaissance des phénomènes migratoires en France et dans le monde, par des activités tant scientifiques que culturelles.**
Rencontre.

PVDF : Comment est née « Génériques »? Dans quel but?

Génériques : En 1987, « Génériques » a organisé *France des étrangers, France des libertés*, une exposition retraçant l'histoire de deux siècles de presse des étrangers en France. Présentée en 1989, à la Grande Arche de La Défense dans le cadre des cérémonies du bicentenaire de la Révolution, elle a permis d'inscrire la France des étrangers dans notre histoire. Pour cette exposition, « Génériques » a effectué des recherches dans les archives publiques et privées qui lui ont permis de mettre au jour un potentiel important de richesses inexploitées. C'est aussi à cette période que les premiers historiens de l'immigration ont commencé à publier des ouvrages sur le creuset français, révélant un important vide historiographique en la matière. « Génériques » a donc décidé de faire de la recherche et de la valorisation d'archives sur l'immigration sa spécialité, dans le but d'ouvrir ces sources à tous, et non uniquement aux chercheurs.

PVDF : Comment avez-vous procédé?

G : En 1992, nous avons signé une convention avec la Direction des Archives de France pour effectuer un inventaire national des sources d'archives sur l'histoire de l'immigration. Ce travail a débouché sur la publication de quatre volumes d'un guide des sources qui passe au crible les archives territoriales et tente d'en dégager les intérêts. Notre second axe de travail porte sur les archives privées, un travail de réseau avec les associations et des individus. En 2007, les Archives nationales ont décidé de nous soutenir dans ce vaste projet en lançant une grande campagne de dépôt d'archives privées. Le but est d'aboutir à un inventaire de fonds, ensuite disponible

en ligne sur notre site comme le sont toutes nos autres ressources. Notes, affiches, tracts, rapports, correspondances, documents administratifs, nous répertorions toutes sortes d'archives papier et iconographiques, des documents sonores, audiovisuels...

PVDF : Parlez-nous du travail que vous venez d'effectuer sur l'histoire et la mémoire des migrations en Ile-de-France.

G : En 2006, L'ACSE* a lancé un appel d'offres portant sur ce thème dans toutes les régions françaises et départements d'Outremer. Le but étant de publier pour chaque région un ouvrage comprenant un volet historique, un volet inventaire des sources et un volet mémoriel. Nous avons remporté l'inventaire des sources de trois régions : Ile-de-France, Bretagne et PACA. Il s'agit d'effectuer des recherches dans les administrations nationales, départementales et locales, et dans les centres d'archives départementales et communales pour inventorier les fonds d'archives disponibles dans ces différents lieux.

PVDF : Donnez-nous des exemples du type de recherches que vous avez effectuées dans le Val-d'Oise.

G : Dans ce département, le redécoupage du territoire complique les recherches. Nous avons inventorié les documents émanant de la préfecture de Seine-et-Oise, puis de celle du Val-d'Oise. Nous avons consulté les directions départementales (par exemple celle de l'Agriculture et de la Forêt qui employait beaucoup d'étrangers), travaillé avec les centres d'archives départementales et communales, consulté les mairies, les musées et les écomusées. Nous avons bien entendu prospecté sur le territoire de Val de France, où se sont écrites des pages particulièrement riches de l'histoire de l'immigration.

Propos recueillis par Sophie Jobez

*Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances.

Pour découvrir toutes les actions et ressources de « Génériques », rendez-vous sur www.generiques.org

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

Revue Patrimoine en Val de France



La revue *Patrimoine en Val de France* est diffusée gratuitement, comme tous les ouvrages de la collection «Publication du patrimoine en Val de France», dans la limite des stocks disponibles. Les publications sont à demander à la Communauté d'Agglomération Val de France (service Culture et Sports), par courrier (Communauté d'agglomération, 1, Bd Carnot 95400 Villiers-le-Bel), par mail (info@agglo-valdefrance.fr) ou par téléphone (01 34 04 20 32).

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

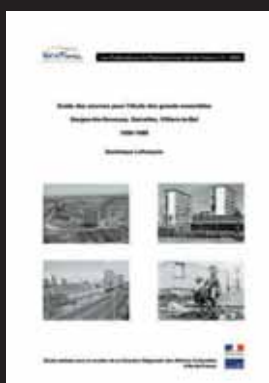
ÉPUISÉ



Collection
«Les publications
du Patrimoine en
Val de France»



Sur Internet



Guide des sources pour l'étude des grands ensembles.
Sarcelles-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel
1950-1980.



Répertoire localisé des références bibliographiques sur les villes de Val de France.



Catalogue de ressources documentaires sur le Grand Ensemble de Sarcelles 1954-1976.



Répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, Identités et Patrimoine dans les communes de Val de France.